



Conférence de presse

17 octobre 2012



Revue de presse (Sélection d'articles)

Etat au 25 octobre 2012



Programme de la Conférence de presse annuelle

Mercredi 17 octobre 2012

de 10h00 à 12h00

Mandarin Oriental Geneva – salle St Gervais

Bernard DROUX, Président de Genève Place Financière, Associé-gérant de Lombard Odier & Cie

- *Introduction*
- *Résultats de l'enquête conjoncturelle 2012-2013 auprès des banques et des gérants indépendants de la place de Genève*

Edouard CUENDET, Membre du Conseil de Genève Place Financière, Secrétaire général du Groupement des Banquiers Privés Genevois

- *Conditions-cadre suisses et genevoises*

Jean-François BEAUSOLEIL, Membre du Conseil de Genève Place Financière, Directeur Régional Genève, UBS

- *Le marché immobilier lémanique*

Questions / réponses

Steve BERNARD, Directeur de Genève Place Financière

- *Modération*

Presse écrite genevoise et régionale

L'Agefi	18 octobre	Le constat rassurant délivré dans un climat attentiste La rénovation dans l'adversité
Tribune de Genève	18 octobre	Banques : lutter sur tous les fronts Les banques genevoises souffrent mais résistent
Le Temps	18 octobre	De la zone euro au Moyen-Orient, les fonds affluent toujours à Genève Blanchiment : la place financière est préoccupée Les fonds sous gestion des banques genevoises progressent
20 minutes	18 octobre	Argent sale : malaise dans la profession
Bilan	17 octobre	La place financière genevoise souffre, mais résiste

Presse écrite alémanique

Finanz und Wirtschaft	18 octobre	Der Genfer Finanzplatz hat das gewisse Etwas
Tages Anzeiger	18 octobre	Genfer Banken im Vorteil
Neue Zürcher Zeitung	18 octobre	Genfer Privatbankiers warnen vor einem Alleingang Finanzplatz Genf spürt einen rauen Wind

Presse écrite tessinoise

La Regione Ticino	18 octobre	A Ginevra in crescita i patrimoni gestiti provenienti dall'estero
Corriere del Ticino	18 octobre	Gli attivi gestiti a Ginevra sono in aumento
Ticino Finanza	18 octobre	Piazza finanziaria swizzera ancora allettante

Presse étrangère

Fonds professionell online	18 octobre	Zehn Prozent des privaten Weltvermögens liegen in Genf
Investment Europe	18 octobre	Geneva banking sector shrinks
Wallstreet examiner	18 octobre	How to Launder Money – Swiss Style
Le Dauphiné libéré	20 octobre	La moitié des grandes banques prévoient une année 2013 « difficile »
E-FinancialCarreers	22 octobre	Comment les banquiers et les gestionnaires de fortune genevois ont traversé 2012 et voient 2013

Agences de presse

ATS/SDA – Agence Télégraphique Suisse

17 octobre	Légère détente sur le marché immobilier, estime l'UBS Genève Place Financière insiste sur l'intégrité du secteur Augmentation des actifs sous gestion des banques genevoises
-------------------	--

AWP

17 octobre	Genève Place Financière / Président : bonne année, apports de clients étrangers Genève Place Financière : Rubik ne va pas ouvrir le marché UE Genfer Finanzplatz mit "gutem" Jahr – Neugeld-Zufluss aus dem Ausland Genfer Finanzplatz befürwortet Projekt einer einheitlichen Unternehmenssteuer Finanzplatz Genf : Banken vermehren die verwalteten Vermögen
18 octobre	Genève Place Financière salue le projet d'imposition unique à 13%

AFP

17 octobre	Others should copy Swiss hunt for illegal assets : bank Swiss banks call for more foreign tax deals Crisis-hit Spaniards deposit money in Switzerland: banks Les banques suisses veulent jouer la carte de la transparence fiscale Les banques genevoises ont reçu de l'argent venant d'Espagne
-------------------	---

Bloomberg

17 octobre	Geneva banks reduce staff following jobs cuts relocations
-------------------	---

Reuters

17 octobre	Geneva banks welcome Spanish, Mideast flows in tough times
-------------------	--

Médias électroniques régionaux et nationaux

17 octobre	Basler Zeitung	Interview de Bernard Droux
17 octobre	Handelszeitung	Interview de Bernard Droux
17 octobre	Léman Bleu	Interview Bernard Droux, Edouard Cuendet et Steve Bernard
17 octobre	RTS 1	Couleur locale – Interview de Bernard Droux
17 octobre	RTS 1	Le journal de 12 :45
17 octobre	SF1	Tagesschau 19:30 – Interview Bernard Droux et Jean-François Beausoleil
17 octobre	RSI la 1	Telegiornale 20 :00 – Interview de Bernard Droux et Jean-François Beausoleil
17 octobre	RTS La 1ère	Forum – Interview de Bernard Droux
17 octobre	RTS La 1ère	Le 12 :30 – Interview de Bernard Droux
17 octobre	RSI Rete Uno	Radiogiornale 18 :30 – Interview Bernard Droux
17 octobre	YES FM	Journal de 17 :30
17 octobre	YES FM	Flash de 18 :30
17 octobre	One FM	Actualité – interview de Myret Zaki
18 octobre	TV8 Mont-Blanc	Le JT – interview de Bernard Droux
19 octobre	RTS	Info – Interview d’Edouard Cuendet

Le constat rassurant délivré dans un climat attentiste

L'enquête conjoncturelle annuelle de Genève Place

Financière montre des afflux nets et une certaine stabilité.

SÉBASTIEN RUCHE

La place financière genevoise sera fixée sur son sort d'ici six à neuf mois, estime Bernard Droux, qui présentait hier les résultats de l'enquête conjoncturelle de la Fondation Genève Place Financière (FGPF), qu'il préside. Tout dépendra des grandes orientations que prendront la stratégie du Conseil fédéral, les négociations avec l'Europe ou la fiscalité des entreprises.

Portant sur le premier semestre 2012, le sondage de la fondation reflète des situations contrastées entre d'un côté de grandes banques qui ont pu anticiper et investir, et d'autres acteurs ayant plus de mal à faire évoluer leur modèle d'affaires face à l'augmentation des coûts et de la compliance. «Une place qui évolue et qui souffre», résume l'associé de Lombard Odier dans l'interview qu'il a accordée à *L'Agefi*.

Dans le détail, les 40 banques et 140 gérants indépendants genevois ayant répondu au sondage décrivent une évolution satisfaisante des actifs sous gestion, en croissance pour la majorité.

Cette progression, «qui montre que la place n'est pas condamnée», s'explique principalement par l'afflux de nouveaux capitaux originaires de l'étranger, et «100% fiscalisés».

L'étude confirme également que



BERNARD DROUX. Nous serons fixés d'ici neuf mois sur l'avenir de la place financière genevoise. La pression se poursuit sur les produits d'exploitation. Des craintes

plus sérieuses sont à avoir pour les banques de 50 à 199 employés, dont 16% font état d'un recul d'au moins 25% de leur bénéfice net au premier semestre. Leurs concurrents de moins de 50 collaborateurs mentionnent pour leur part une stabilité. Dans l'ensemble, la contraction des bénéfices se poursuit depuis 2008.

De manière plus surprenante, les sondés déclarent en général une stabilité ou une légère progression de leurs effectifs. «Des établissements engagés, même si le chômage bancaire risque de progresser dans les mois qui viennent», reconnaît la fondation.

L'emploi se maintient ou progresse dans le front et dans les fonctions de contrôle ou juridiques, tandis que la rationalisation se poursuit dans l'opérationnel et que la pression demeure forte sur les services IT. |

La rénovation dans l'adversité

GENÈVE. Les divergences se creusent entre catégories d'intermédiaires financiers. Une attitude avant-gardiste est nécessaire pour l'avenir.

INTERVIEW:

SÉBASTIEN RUCHE

Associé chez Lombard Odier, Bernard Droux préside la Fondation Genève Place Financière. Il commande les résultats de l'étude annuelle que la fondation mène sur la place financière.

Etes-vous à l'origine du retard dans l'envoi des signatures genevoises pour le référendum sur Rubik, dans ce qui pourrait s'apparenter à un lobbysme véritablement efficace?

Nous n'y sommes pour rien, nous sommes dans une démocratie... Dans l'hypothèse où ces signatures auraient été validées et le référendum aurait abouti, nous aurions préféré que ce vote public ait lieu. Il aurait légitimé notre démarche dans ce projet essentiel pour l'avenir de la place financière.

En cas de votation, pensez-vous que vous l'auriez emporté?

Bien sûr. Le peuple suisse a démontré dans le passé son intelligence, sa compréhension des enjeux financiers ou des conséquences sur les places de travail. Le secteur financier représente 20.000 emplois directs à Genève, ou 30.000 indirects, pour 17% à 18% du PIB genevois. Au niveau national, il pèse plus de 200.000 emplois en Suisse, pour 10 à 12% du PIB. Nous avons bon espoir qu'en expliquant ces enjeux, le peuple comprenne, au-delà des appartenances politiques.

Quel regard portez-vous sur l'affaire de blanchiment dans

une société de gestion genevoise, qui porte les mêmes initiales que Genève Place Financière?

Nous attendons les conclusions de l'enquête. Selon les informations parues dans la presse, il s'agirait d'une personne qui dérogeait aux règles, au sein d'une société. Ces pratiques de compensation sont interdites en Suisse depuis très longtemps et plus aucune maison digne de ce nom ne les pratique. L'entreprise en question, dont je ne conteste pas la respectabilité, embauchait apparemment un mouton noir. Il est très difficile de vérifier les comportements de tous les collaborateurs. Si la faute est avérée, il faut se montrer très dur, car les dommages peuvent être considérables sur la place financière.

La transmission de noms d'employés bancaires aux Etats-Unis est-elle vraiment la meilleure solution pour la place financière?

Remettons les choses dans leur contexte. Il s'agissait d'un moment extrême, un moment d'extrême tension avec les Etats-Unis, qui sont peu portés sur le dialogue. Dire que le dossier a été bien géré, non. Mais dire qu'on aurait pu procéder vraiment différemment, je ne pense pas. En particulier, tous les employés auraient dû être informés et bien comprendre leurs droits et leurs obligations. Tous les établissements n'ont pas respecté cela de la même façon. Mais après des abus et des exagérations, la situation a retrouvé un certain calme. Si ce genre de choses devait se reproduire, elles se-

raient gérées différemment.

Cette situation extrême a donné lieu à des réactions extrêmes, en particulier souverainistes comme celle de l'association SwissRespect. Qu'en pensez-vous?

Je peux comprendre ce type de réaction, mais on doit passer outre et regarder vers l'avant. Nous ne partageons pas les conclusions de ces groupes. Nous devons nous montrer avant-gardistes et planifier l'avenir de la place financière.

Finalement, comment se porte la place financière?

Relativement bien. Notre étude montre des résultats contrastés, entre des maisons qui s'en sortent très bien, comme les grandes banques. Elles ont pu anticiper et investir dans le marché domestique, mais aussi dans les aspects juridiques ou informatiques. Un programme comme Rubik est extrêmement coûteux, et il doit être prêt pour la fin de l'année. D'autres disposent de moins de moyens et doivent repenser leur modèle d'affaires. Il est frappant de constater que pour les gérants indépendants, l'ajout d'une fonction de juriste entraîne un effort financier beaucoup plus lourd. Des absorptions ont également eu lieu, comme ABN Amro par UBP ou le wealth management international de Merrill Lynch par UBP, ce qui provoque des restructurations. On voit donc une place financière qui évolue et qui souffre.

Comment la place genevoise peut-elle attirer de nouvelles banques, en particulier

**originaires de pays émergents,
qui semblent très intéressés
à s'implanter en Suisse?**

Les critères de la Finma sont extrêmement durs en la matière, et nous la comprenons. Le seuil d'entrée est très élevé, car nous voulons une qualité, un encadrement, des capitaux durables et dont nous pouvons comprendre l'origine. Il ne doit pas s'agir d'investissements pour se faire plaisir en Suisse, nous ne sommes pas des clubs de football. En outre, l'environnement incertain ne pousse pas les groupes étrangers à s'implanter en Suisse, si bien que nous voyons peu de candidatures solides. Nous avons besoin d'une évolution sur ce plan-là, car nous sommes un peu isolés au sein de l'Europe.

**LES GRANDES BANQUES
ONT PU ANTICIPER
ET INVESTIR. D'AUTRES
STRUCTURES ONT PLUS
DE MAL À REPENSER
LEUR BUSINESS MODEL.**

Au-delà de l'impact négatif de Rubik sur le court terme

Edouard Cuendet, membre du bureau et du conseil de la fondation Genève Place Financière, a pour sa part insisté sur la garantie de l'intégrité de la place financière et la promotion de sa compétitivité.

L'introduction d'un impôt libératoire à la source, si les accords Rubik entrent en vigueur, «éloignent le spectre de l'échange automatique d'informations fiscales voulu par l'Union européenne», a-t-il dit mercredi à Genève, en qualifiant cet échange automatique d'inacceptable.

A cet égard, les établissements interrogés estiment en majorité que les accords Rubik auront des

conséquences négatives à court terme sur leurs activités, moindres à long terme, selon l'enquête présentée par Genève Place Financière.

Il faut s'opposer à toute obligation d'auto-déclaration de conformité fiscale imposée aux clients, a également affirmé Edouard Cuendet. Il faut en outre conserver les forfaits fiscaux, dont les bénéficiaires sont des «clients non négligeables» de la gestion privée à Genève.

Edouard Cuendet a par ailleurs exprimé le soutien des banquiers privés au projet du Conseil d'Etat genevois d'imposition des entreprises à un taux unique de 13%. – (ats)

L'éditorial**Banques:
lutter sur
tous les fronts**

Roland
Rossier
Responsable
rubrique Economie



Tous les signaux indiquent que la place financière suisse, et en particulier genevoise, doit se préparer à affronter des années difficiles. Les banques interrogées dans le cadre de l'enquête annuelle publiée hier par la fondation Genève Place Financière se montrent plutôt pessimistes.

Deux tiers d'entre elles estiment que les accords fiscaux avec l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Autriche, qui, si tout se déroule comme prévu, devraient entrer en vigueur le 1er janvier prochain, auront un impact négatif sur la marche des affaires.

La moitié des établissements sondés juge que l'année 2013 sera «difficile» et les petits gérants de fortune, esseulés et croulant sous la paperasse, broient carrément du noir.

Dans ce contexte, la place financière ressemble de plus en plus à une citadelle assiégée. Le livre plaidoyer de Marie-Hélène Miauton publié ces jours sera donc apprécié par les banquiers. Mais aussi par tous ceux qui pensent que la Suisse n'a pas à avoir honte d'une place financière qui a fait d'incroyables efforts, depuis vingt ans, pour laver une bonne partie des justes soupçons qui pesaient sur elle.

La méthode Coué a certes du bon: on se congratule, on se rassure, on se soude. On conforte une image de Suisses aux bras nouveaux. De lutteurs.

Cela ne sera évidemment pas suffisant pour convaincre l'Allemagne, la France et les Etats-Unis... Plutôt que de lutte au caleçon, la place financière a surtout besoin de continuer à essayer d'être exemplaire, coûte que coûte.

Et ses représentants seraient bien inspirés de condamner tout aussi fermement les agissements de leurs brebis galeuses (à l'exemple de ceux qui auraient été commis dans le cadre de l'affaire de blanchiment qui a éclaté la semaine dernière) que les achats de CD volés ou les propos de tel ou tel autre dirigeant politique étranger en mal de publicité.

Les banques genevoises souffrent mais résistent

Les marges fondent sur la place financière romande et le personnel est mis sous pression

Philippe Rodrik

La place financière genevoise souffre. Les données recueillies par la fondation Genève Place Financière, auprès de 40 banques et 104 gestionnaires de fortune indépendants, le démontrent sans aucune ambiguïté. Les marges fondent et le personnel (environ 20 000 personnes) en subit les conséquences.

La moitié des grands établissements (employant au moins 200 collaborateurs) reconnaît un recul d'au moins 3% de son bénéfice net au premier semestre 2012 par rapport à la même période un an plus tôt. Plus d'un tiers des banques, employant entre 50 et 199 personnes, avouent une baisse d'au moins 8% de leur résultat net. Les produits d'exploitation de près de 43% des sociétés de la première catégorie ont fondu d'au moins 3%. Une chute d'au moins 8% est observée dans plus d'un tiers des banques de taille moyenne.

Toujours au premier semestre, plus de 28% des grandes banques ont diminué leurs effectifs de 3 à 7%. La moitié de leurs consœurs de taille moyenne (entre 50 et 199 postes à plein temps) ont elles-mêmes réduit leur personnel d'au moins 3%. Ces éléments rappellent nos informations sur les dégraissages effectués dans plusieurs banques du bout du Léman depuis l'automne 2011: Union Bancaire Privée SA, HSBC Private Bank (Suisse) SA, EFG Bank European Financial Group SA ou BNP Paribas (Suisse) SA. Sans oublier plus de mille suppressions de postes annoncées par plusieurs banques à l'échelon national, mais n'épargnant pas la place financière genevoise: UBS, Credit Suisse ou Julius Baer & Co AG. Et ce n'est pas fini.

La moitié des grandes banques actives à Genève (au moins 200 collaborateurs) prévoit un exercice difficile l'an prochain. Un tiers des entreprises financières

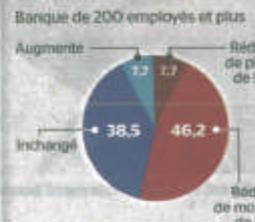
■ Sondage

Place financière genevoise mise à rude épreuve

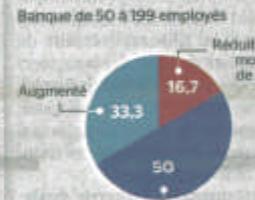
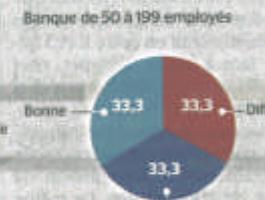
2012 devrait être pour votre établissement, et dans l'absolu, une année:



En 2013, vous prévoyez que le personnel de votre établissement sera:



2013 devrait être pour votre établissement une année:



de dimension moyenne (entre 50 et 199 postes à plein temps) se préparent à une année difficile. Et curieusement tout autant se félicitent déjà d'un bon millésime. Plus de 68% des gestionnaires de fortune indépendants, les plus durement frappés par la conjoncture actuelle, s'attendent à un exercice ardu.

Apports d'argent frais

Le président de Genève Place Financière, Bernard Droux, ne cède toutefois pas au misérabilisme: «Non, notre place financière n'est pas moribonde. Elle continue de prouver son dynamisme. Les masses sous gestion ont augmenté dans les banques de toutes dimensions. Et en bonne partie grâce à des apports d'argent frais.»

D'importants flux d'argent frais seraient ainsi constatés en provenance d'Espagne, du fait de lourdes menaces pesant sur la pérennité de certaines banques de ce pays. «Mais il s'agit d'argent fiscalisé», s'empresse de préciser le secrétaire général du Groupe

de dimension moyenne (entre 50 et 199 postes à plein temps) se préparent à une année difficile. Et curieusement tout autant se félicitent déjà d'un bon millésime. Plus de 68% des gestionnaires de fortune indépendants, les plus durement frappés par la conjoncture actuelle, s'attendent à un exercice ardu.

ment des banquiers privés genevois, Edouard Cuendet. Cette petite phrase rappelle l'ampleur des défis à relever. «Notre branche se trouve en pleine mutation», confirme Bernard Droux. Nouvelles contraintes en gestion des risques, inflation des frais de conformité (mise en conformité) suscitée par l'essor des réglementations, demandes d'informations groupées et sans nom de clients dans l'entraide administrative, puis développement de la stratégie de conformité fiscale (la fameuse «Weissgeldstrategie»). Tant de choses ont changé au cours des trois dernières années.

Du coup, Genève Place Financière se mobilise à fond, comme l'Association suisse des banquiers, pour préserver un minimum de protection de la sphère privée des clients grâce à Rubik: le surnom du système d'impôt libérateur, perçu à la source et de façon anonyme sur les revenus de l'intérêt, les gains en capitaux et les dividendes. Et les résultats du

sondage, publiés hier par la fondation, révèlent combien ce dispositif constituera lui aussi une charge.

Lourd impact

Près de 64% des grandes banques prévoient un impact défavorable de Rubik sur leurs résultats pendant les deux premières années d'application. La proportion des principaux établissements redoutant les effets de Rubik à long terme est exactement identique. Seule l'intensité de leur effroi diminue. Du côté des banques moyennes, deux tiers des sociétés estiment que leurs performances en gestion de fortune seront pénalisées à court terme par le futur impôt libérateur et tout autant à long terme. Un tiers d'entre elles prévoit même un impact supérieur à 10% à long terme.

Lire l'éditorial
en page une: «Banques: lutter sur tous les fronts»

De la zone euro au Moyen-Orient, les fonds affluent toujours à Genève



Les actifs sous gestion des banques genevoises ont augmenté au premier semestre, selon l'enquête annuelle de Genève Place Financière. Ces nouveaux fonds sont à 80% étrangers. La situation est plus délicate pour les gérants indépendants. ► Page 19

Blanchiment: la place financière est préoccupée

> **Genève** Surpris par les pratiques en cause, les banquiers redoutent des dégâts d'image

Alexis Favre

«S'il y a eu faute, il y aura des répercussions et ce ne sera pas agréable.» L'enquête franco-suisse visant un réseau de blanchiment de l'argent de la drogue préoccupe la Genève financière. Pour cause: elle implique l'administrateur délégué – aujourd'hui radié – de GPF SA, une société de la place spécialisée dans la gestion de fortune.

Prévenu de blanchiment en bande et par métier, d'infraction à la loi sur les stupéfiants et de faux dans les titres, l'administrateur est en détention provisoire. Avec son frère, employé de la banque HSBC à Genève et prévenu lui aussi, il aurait utilisé un système de compensation pour masquer des transactions destinées à recycler les fonds récoltés en France par un troisième frère, et provenant du trafic de cannabis.

Des techniques que le président de Genève Place Financière, Bernard Droux, pensait bannies des usages. «Nous sommes surpris», a-t-il affirmé mercredi. «C'est une pratique interdite par la loi depuis 20

ou 30 ans au moins. Et la Suisse a été à l'avant-garde de la lutte en la matière.» Bernard Droux admet son inquiétude quant aux dégâts d'image que pourrait engendrer cette affaire: «Il faut attendre les résultats de l'enquête. Mais s'il y a eu faute, il y a aura évidemment des répercussions et ce ne sera pas agréable.»

«Faire partie du Top 10 des places financières comporte des risques», ajoute le secrétaire général du Groupement des banquiers privés genevois, Edouard Cuendet. «On ne peut pas éviter qu'il y ait des moutons noirs.» Et Bernard Droux de souligner que «nous sommes le pays le plus capable de repérer l'argent qui passe entre les mailles du filet. Je rappelle que dans l'affaire Abacha [la famille du dictateur nigérian avait déposé des millions issus de la corruption dans les banques suisses], la Suisse est le seul pays dans lequel on a retrouvé de l'argent. On a donc l'impression d'être toujours la petite Suisse sur laquelle on tape».

Les fonds sous gestion des banques genevoises progressent

Mathilde Farine

> Sondage Les gérants indépendants souffrent plus que les établissements

> Tous s'inquiètent de l'effet de l'entrée en vigueur de Rubik sur les résultats

Pression sur la place financière suisse ou non, les actifs sous gestion des banques genevoises ont continué d'augmenter au premier semestre. C'est ce que révèle le sondage réalisé par Genève Place Financière auprès de 300 banques et sociétés financières et présenté à la presse mercredi.

La nouvelle est d'autant plus réjouissante que cette hausse est le résultat d'apports de fonds, même si la bonne performance des marchés a aidé, a précisé Bernard Droux, président de Genève Place financière et associé de Lombard Odier. Les fonds proviennent dans une très large majorité de l'étranger, zone euro, Moyen-Orient, et de marchés émergents en tête.

Malgré les craintes, les effectifs montrent une certaine stabilité, selon le sondage. «On a parfois peint une place moribonde. Ce n'est pas vrai. On observe toujours un certain dynamisme et certains établissements continuent d'engager», a déclaré Bernard Droux.

Le président de la fondation a cependant tout de suite voulu

nuancer. L'enquête montre que les bénéfiques sont toujours sous pression, mais «pas de manière dramatique», selon le banquier genevois. En outre, l'entrée en vigueur de l'impôt libérateur à la source, aussi appelé Rubik in-quiète. Surtout sur les résultats à

Les bénéfiques sont toujours sous pression, mais «pas de manière dramatique»

court terme. Une très faible minorité d'établissements ne voit pas cette mise en place comme un poids. «C'est logique. Il y aura un effet mathématique de baisse des masses sous gestion mais nous espérons pouvoir le compenser par d'autres apports et de bonnes performances», a expliqué Bernard Droux. La fondation a par ailleurs rappelé son opposi-

tion à l'échange automatique d'information et à l'idée d'une auto-déclarations à faire signer aux clients pour s'assurer que leurs fonds sont fiscalisés. La situation est plus délicate pour les gérants indépendants, que ce soit dans l'évolution des fonds sous gestion, dans l'évaluation des résultats de l'année en cours ou dans les perspectives. «Il s'agit de petites équipes moins mobiles, où il est moins évident d'agir sur les coûts fixes. La réorganisation va devoir continuer et, dans certains cas, il faudra peut-être envisager des fusions», a expliqué Bernard Droux.

Les établissements se montrent prudents pour l'année 2013. Dans chaque catégorie de taille, au moins un tiers des établissements s'attend à un exercice difficile.

La part de la finance dans le PIB genevois a par ailleurs baissé à 17,5%, contre 22% en 2007, selon Genève Place financière. Cette dernière s'attend à une stabilisation de cette proportion.



Bernard Droux, président de Genève Place Financière: «Les bénéfiques sont sous pression.»

Argent sale: malaise dans la profession

GENÈVE. Banquiers et gérants de fortune se disent «surpris» par la récente affaire franco-suisse de blanchiment.

Le président de la Fondation Genève Place financière, qui regroupe l'ensemble des banques et des gérants de fortune indépendants de la place, a dit son étonnement après la découverte d'un réseau franco-suisse de blanchiment d'argent de la drogue impliquant un gérant de fortune, Meyer Elmaleh. «Nous avons été surpris que cela soit encore possible de nos jours de faire cela. C'est une pratique qui est bannie depuis plus de vingt ans par la loi», a commenté hier Bernard Droux, au cours d'une conférence de presse sur les



Bernard Droux préside la Fondation Genève Place financière. -REU

résultats et les perspectives de la place financière genevoise.

«On ne peut pas exclure qu'il y ait des moutons noirs dans une profession. Aucune place internationale n'est à l'abri d'une affaire de ce genre», a

poursuivi Bernard Droux, lui-même associé gérant de la banque privée Lombard Odier Darier Hentsh.

Meyer Elmaleh, maintenu en détention par la justice suisse, était administrateur délégué de la société de gestion de fortune GPF SA. Celle-ci s'est distanciée mardi de son cadre dirigeant et de ses activités illicites. Selon «Paris Match» et «Le Figaro», le nom de la tante de Meyer Elmaleh apparaîtrait dans une société actionnaire d'une structure dirigée par un proche de Florence Lamblin. La maire-adjointe écologiste du XIII^e arrondissement de Paris, qui a été mise en examen pour blanchiment d'argent, nie pourtant toute relation avec Meyer Elmaleh. -ATS/JFZ

La place financière genevoise souffre, mais résiste

Rubik coûtera très cher aux banques genevoises, mais elles soutiennent à fond ce système d'impôt anonyme



Edouard Cuendet, secrétaire général du Groupement des banquiers privés genevois

© Patrick gillieron lopreno

La place financière genevoise souffre. Les données recueillies par la fondation Genève Place Financière, auprès de 40 banques et 104 gestionnaires de fortune indépendants, le démontre sans aucune ambiguïté. Les marges fondent et le personnel (environ 20'000 personnes) en subit les conséquences.

La moitié des grands établissements (employant au moins 200 collaborateurs), reconnaissent un recul d'au moins 3% de leur bénéfice net au premier semestre 2012 par rapport à la même période un an plus tôt. Plus d'un tiers des banques, employant entre 50 et 199 personnes, avouent une baisse d'au moins 8% de leur résultat net. Les produits d'exploitation de près de 43% des sociétés de la première catégorie ont fondu d'au moins 3%. Une chute d'au moins 8% est observée dans plus d'un tiers des banques de taille moyenne.

Toujours au premier semestre, plus de 28% des grandes banques ont diminué leurs effectifs de 3% à 7%. La moitié de leurs consœurs de taille moyenne (entre 50 et 199 postes à plein-temps) ont elle-même réduit leur personnel d'au moins 3%. Ces éléments rappellent nos informations sur les dégraissages effectués dans plusieurs banques du bout du Léman depuis l'automne 2011 : Union Bancaire Privée SA, HSBC Private Bank (Suisse) SA, EFG Bank European Financial Group SA ou BNP Paribas (Suisse) SA. Sans oublier plus de mille suppressions de postes annoncées par plusieurs banques à l'échelon national, mais n'épargnant pas la place financière genevoise : UBS, Credit Suisse ou Julius Baer & Co AG. Et ce n'est pas fini.

La moitié des grandes banques actives à Genève (au moins 200 collaborateurs) prévoit un exercice difficile l'an prochain. Un tiers des entreprises financières de dimension moyenne (entre 50 et 199 postes à plein-temps) se prépare à une année difficile. Et curieusement tout autant se félicitent déjà d'un bon millésime. Plus de 68% des gestionnaires de fortune indépendants, les plus durement frappés par la conjoncture actuelle, s'attendent à un exercice ardu.

Le président de Genève Place Financière, Bernard Droux, ne cède toutefois pas au misérabilisme : « Non, notre place financière n'est pas moribonde. Elle continue de prouver son dynamisme. Les masses sous gestion ont augmenté dans les banques de toutes dimensions. Et en bonne partie grâce à des apports d'argent frais. » D'importants flux d'argent frais seraient ainsi constatés en provenance d'Espagne, du fait de lourdes menaces pesant sur la pérennité de certaines banques de ce pays. « Mais il s'agit d'argent fiscalisé », s'empresse de préciser le secrétaire général du Groupement des banquiers privés genevois, Edouard Cuendet.

Cette petite phrase rappelle l'ampleur des défis à relever. « Notre branche se trouve en pleine mutation », confirme Bernard Droux. Nouvelles contraintes en gestion des risques, inflation des frais de compliance (mise en conformité) suscitée par l'essor des réglementations, demandes d'informations groupées et sans nom de client dans l'entraide administrative, puis développement de la fameuse stratégie de conformité fiscale (« Weissgeldstrategie »). Tant de choses ont changé au cours des trois dernières années.

Du coup, Genève Place Financière se mobilise à fond, comme l'Association suisse des banquiers, pour préserver un minimum de protection de la sphère privée des clients grâce à Rubik : ce fameux système d'impôt libérateur, perçu à la source et de façon anonyme sur les revenus de l'intérêt, les gains en capitaux et les dividendes. Et les résultats du sondage, publiés le 17 octobre par la fondation, révèlent combien ce dispositif constituera lui aussi une charge.

Près de 64% des grandes banques prévoient un impact défavorable de Rubik sur leurs résultats pendant les deux premières années d'application. La proportion des principaux établissements redoutant les effets de Rubik à long terme est exactement identique. Seule l'intensité de leur effroi diminue. Du côté des banques moyennes, deux tiers des sociétés estiment que leurs performances en gestion de fortune seront pénalisées à court terme par le futur impôt libérateur et tout autant à long terme. Un tiers d'entre elles prévoit même un impact supérieur à 10% à long terme.

Philippe Rodrik

Der Genfer Finanzplatz hat das gewisse Etwas

Sabine Bernhard



Dem Finanzplatz Genf fließen vorwiegend Gelder aus der Eurozone, dem Nahen Osten und den Schwellenländern

Eurozone Von elf Staaten der Europäischen Union per 1. Januar 1999 realisierter Zusammenschluss (seit 2001 auch Griechenland, seit 2007 Slowenien, seit 2008 Malta und Zypern). Die Teilnehmer haben die geldpolitische Kompetenz der EZB übertragen. Die nationalen Währungen wurden gegeneinander (Wechselkursverhältnisse) und gegenüber der Einheitswährung Euro fixiert. Finanzplatz Knotenpunkt des Geld- und Kapitalverkehrs. Akteure auf dem Finanzplatz sind Banken, Versicherungen, Pensionskassen und andere institutionelle Investoren. Eine spezielle Rolle spielen die Offshore-Finanzplätze. Finma Integrierte Finanzmarktaufsicht in der Schweiz. Die Aufsichtsbehörde vereint seit 2009 die Eidgenössische Bankenkommission (EBK), das Bundesamt für Privatversicherungen (BPV) und die Kontrollstelle zur Bekämpfung der Geldwäscherei. Zur Durchsetzung ihres Auftrags bedient sich die Finma unterschiedlicher Massnahmen, darunter sind Verfügungen (z. B. Bewilligung zur Aufnahme der Geschäftstätigkeit), Empfehlungen (Behebung kleinerer Gesetzesabweichungen) und Rundschreiben (Konkretisierung des Gesetzes). Konsolidierung Die Bilanzen und die Erfolgsrechnungen der Tochtergesellschaften werden in einer gemeinsamen Konzernrechnung nach einheitlichen Kriterien (IFRS, Swiss Gaap Fer, US-GAAP) zusammengefasst. Marge 1. Differenz zwischen den Aktiv- und den Passivzinsen einer Bank (Zinsmarge). 2. Differenz zwischen dem Geldkurs und dem Briefkurs eines Wertpapiers (Geld-Brief-Spanne). 3. Bareinschuss (Initial Margin, Variation Margin) bei Futures oder CDF (Sicherheitsmarge). 4. Ergebnis (meist das operative) im Verhältnis zum Umsatz (Return on Sales, RoS). Risikomanagement Führungsinstrument zur umfassenden und systematischen Erfassung, Überwachung und Steuerung von Risiken auf der Grundlage wirtschaftlicher und statistischer Kenntnisse. Risikoformen sind Abwicklungsrisiko, Delkredererisiko, Gegenparteirisiko, Klumpenrisiko, Kreditrisiko, Länderrisiko, Marktrisiko, Währungsrisiko und Zinsänderungsrisiko. SRO Um den Sorgfaltspflichten nachzukommen, müssen sich Finanzintermediäre, die nicht einer anderen behördlichen Aufsicht unterstehen, entweder einer privat organisierten SRO anschliessen oder direkt der Kontrollstelle für die Bekämpfung der Geldwäscherei unterstellen lassen. Die aktuell zwölf von der Kontrollstelle anerkannten, v. a. verbands- und branchenspezifischen SRO sind auch zur Sicherstellung der Fachkenntnisse ihrer Mitglieder verpflichtet. Vermögensverwaltung Geschäftsbereich, in dem die Banken die gesamten Vermögenswerte von privaten und institutionellen Kunden aktiv selbst betreuen. Dazu gehört auch das Angebot von Anlagefonds.

Gegenteil: Anlageberatung .

Das Vermögensverwaltungsgeschäft am Genfer Finanzplatz ist im ersten Semester gewachsen. Neugeld floss vorwiegend aus der Eurozone, dem Nahen Osten und den Schwellenländern in die Institute am Lac Lemman, wie der Präsident der Stiftung Finanzplatz Genf und Partner der Privatbank Lombard Odier, Bernard Droux, am jährlichen Medienanlass informierte. Aus Angst vor dem Zusammenbruch des heimischen Bankensystems hätten beispielsweise Spanier vermehrt die Obhut der Westschweizer Vermögensverwalter gesucht.

Die repräsentative Konjunkturumfrage, an der 40 Banken und 104 unabhängige Vermögensverwalter teilgenommen haben, zeigt einen Anstieg der verwalteten Vermögen um bis zu 10%. Allerdings schmälerten neue Regulierungen, Compliance-Vorschriften und das Risikomanagement den Gewinn der Finanzinstitute. In grösseren Banken mit mehr als 200 Angestellten stiegen vor allem die Kosten für Beratung. Die Informatikkosten fielen bei 40% der mittleren Banken mit 50 bis 199 Mitarbeitern höher aus.

Steuerabkommen reduziert Resultat

Die Anzahl der Beschäftigten hat in den 133 Banken der Calvinstadt im Vergleich zum Vorjahr per Ende Juni minim auf 20'000 Personen abgenommen. Im nächsten Jahr soll sie sich stabilisieren oder wiederum leicht sinken.

Ein "schwieriges" Jahr wird 2012 für die grösseren Banken und unabhängigen Vermögensverwalter (uVV). Kleinere und mittlere Banken gehen dagegen mehrheitlich von einem "stabilen" bzw. "guten" Jahr aus.

Das kommende Jahr stuft die Mehrheit als "schwierig" ein. Nur ein Drittel der Institute rechnet mit einer Beruhigung. Kurz- wie auch langfristig wird das Steuerabkommen mit Deutschland einen negativen Einfluss auf das Resultat haben. Besonders unter den unabhängigen Vermögensverwaltern wie auch den mittleren Banken erwartet ein Drittel einen Rückgang von mehr als 10%.

Spezialfall uVV

In der heterogenen Gruppe der unabhängigen Vermögensverwalter fühlen über 70% ihre Interessen nicht genügend von der Vereinigung Genève Place Financière vertreten. Der Kostendruck auf die Branche durch die Regulierung und neue Steuerabkommen fällt in der gesamten Schweiz höher aus als für die Banken. Auch die niedrigen Margen bekommt sie stärker zu spüren.

Der Zwang zu grösseren Einheiten oder gemeinschaftlicher Administration einzelner uVV steigt, auch wenn sich bis anhin keine Konsolidierung ausmachen liess. Für die uVV kommt erschwerend hinzu, dass ihre Überwachungsform unter der Organisation der Selbstregulierung (SRO) im Ausland immer weniger anerkannt wird. Gegen eine direkte Unterstellung wehren sich die uVV allerdings – die Beziehung zur Finma ist nicht die beste.

Kommentar hinzufügen

Genfer Banken im Vorteil

Von Anita Merkt

Genfer Banken freuen sich über neue Geldzuflüsse aus Spanien und Lateinamerika. Die Banken in Basel und Zürich leiden dagegen unter dem Steuerstreit mit Deutschland.



Folgen Sie dem Ressort auf dem Kurznachrichtendienst

Stichworte

Der Genfer Finanzplatz scheint die Bankenkrise besser zu überstehen als viele Institute in der Deutschschweiz. Eine Umfrage der Stiftung Genève Place Financière zeigt, dass die Kundenvermögen bei den meisten Genfer Geldmanagern weiter wachsen. Vor allem bei den grossen und den ganz kleinen Banken stieg das verwaltete Vermögen im ersten Halbjahr 2012 deutlich an. Die Banken mit 50 bis 199 Angestellten waren dagegen weniger erfolgreich: Ein Drittel von ihnen konnte die abgeflossenen Vermögen nicht mit Neuzugängen ausgleichen.

Während UBS und Credit Suisse darüber klagen, dass reiche Europäer Gelder in Milliardenhöhe aus der Schweiz abziehen, konnten viele Genfer Institute von der Eurokrise profitieren. Laut Stiftungspräsident Bernard Droux brachten zum Beispiel krisengeplagte Spanier ihr Geld in Genf in Sicherheit. Auch Neuzugänge von Kundengeldern aus Südamerika machten Geldabflüsse aufgrund des bröckelnden Bankgeheimnisses mehr als wett. Eine Reise in den französischsprachigen Teil der Schweiz scheint für Latinos näherzuliegen als nach Zürich oder Basel.

Abtrünnige Deutsche

“Es liegt nahe, dass deutsche Kunden ihr Geld eher in der Deutschschweiz anlegen als in der Westschweiz”, sagt der ZKB-Bankenanalyst Andreas Venditti. “Und Deutsche sind für viele Banken in der Deutschschweiz die wichtigste ausländische Kundengruppe”, so Venditti. Der Steuerstreit mit Deutschland und die drohende Abgeltungssteuer hätten bereits einen Teil der Deutschen dazu bewogen, ihr Vermögen zu deklarieren. “Es ist anzunehmen, dass aufgrund dieser Thematik die Abflüsse von Deutschschweizer Instituten entsprechend grösser sind als bei Banken in Genf”, so Venditti. Gemäss Venditti konnten jedoch auch UBS und CS Geldabflüsse aufgrund der Steuerthematik durch Neugelder aus den Schwellenländern mehr als wettmachen. Mit 5,5 Milliarden Franken “net new money” im zweiten Quartal schnitt die CS nicht schlecht ab, die UBS mit 9,5 Milliarden Franken noch einiges besser. Der Aufwand, diese Gelder zur Zufriedenheit der Kunden zu verwalten, wird jedoch grösser, und die Margen schwinden.

Weniger Boni

Auch viele Genfer Vermögensverwalter sind darum mit ihrer Situation nicht wirklich zufrieden. “Für viele Institute ist die Situation nach wie vor schwierig”, sagt der Vorsitzende von Genève Place Financière, Steve Bernard. Bei den Genfer Banken mit mehr als 200 Angestellten sind die Nettogewinne im ersten Quartal gemessen am Durchschnitt des Vorjahres eher gesunken. Bei einem Drittel um bis zu 15 Prozent, bei weiteren 14 Prozent gar um ein Viertel oder mehr. Immerhin sind als Resultat der Krise im Finanzsektor die variablen Lohnkosten – sprich die Boni – bei allen Instituten tendenziell zurückgegangen. Bei der Anzahl der Beschäftigten legten die grösseren Banken sogar zu, die Banken mittlerer Grösse haben dagegen eher Personal abgebaut. Für die Zukunft rechnen nur Institute mit mehr als 200 Angestellten mit höheren Personalausgaben, mittelgrosse Banken geben 2012 eher weniger Geld für Festlöhne aus als im Vorjahr.

Dem kommenden Jahr sehen die Genfer Banken trotz des ungebrochenen Neugeldzuflusses eher skeptisch entgegen. Besonders die unabhängigen Vermögensverwalter sehen ein “schwieriges” bis “sehr schwieriges” Jahr auf sich zukommen. Eine höhere Arbeitslosigkeit unter Bankern erwartet die Genfer Stiftung angesichts der Studie jedoch nicht. “Entlassene Mitarbeiter sind in der Regel schnell bei anderen Banken untergekommen”, sagt Bernard Droux. (Tagesanzeiger.ch/Newsnet)

Genfer Privatbanquiers warnen vor einem Alleingang

Volumen der verwalteten Vermögen trotz der Krise weiter gewachsen

Die Genfer Privatbanken und der Finanzplatz Genf sind bisher gut durch die Krise gekommen. Angesichts des anhaltenden Drucks aus dem Ausland warnen sie aber nun vor gravierenden Folgen von Fehlentscheiden.

Jean-Pierre Kapp, Genf

Der Finanz- und Rohstoffhandelsplatz Genf und die vier Genfer Privatbanken, Bordier, Lombard Odier, Mirabaud und Pictet, sind bisher gut durch die Krise gekommen. Die vier Privatbanken konnten ihre Marktposition in den vergangenen Jahren nicht nur wahren, sondern sogar noch ausbauen. Das Volumen der verwalteten Vermögen nahm 2011 im Vergleich zu 2010 (420 Mrd. Fr. am 30. September 2010) um rund 10% zu, der Personalbestand blieb konstant. In Krisenzeiten bleibt die Schweiz eine attraktive Destination im Vermögensverwaltungsgeschäft. In den letzten Jahren flossen vor allem neue versteuerte Gelder aus dem Euro-Raum und aus aufstrebenden asiatischen Ländern an den Arc lémanique.

Alarmsglocken

Und trotzdem läuten die Banker nun die Alarmsglocke. Der Präsident der Vereinigung Genfer Privatbankiers, Grégoire Bordier, erklärt im Gespräch, Genf befinde sich am Scheideweg und müsse bei einigen wichtigen Fragen die richtigen Entscheide treffen. Seit dem 15. Jahrhundert sei der exportorientierte Standort Genf nicht mehr im gleichen Ausmass bedroht gewesen. Andere Finanz- und Rohstoffhandelsstandorte wie New York, London, Singapur und Hongkong versuchten Rohstoffhändler und Finanzdienstleistungsunternehmen zum Umzug zu bewegen; Städte wie Dublin unterbreiteten anderen internationalen Unternehmen in Genf, beispielsweise Procter & Gamble, verlockende Angebote. Gleichzeitig erhöhe die EU den Druck im Steuerstreit, Frankreich fordere einseitige Anpassungen im Erbschaftssteuerabkommen, und im deutschen Bundesrat werde die

Ratifizierung des Abkommens für die Abgeltungssteuer infrage gestellt.

Es sei deshalb äusserst wichtig, dass in Bern und Genf in den kommenden Monaten die richtigen Entscheide getroffen würden. Die Schweiz und Genf müssten ihre Standortvorteile verteidigen und dürften nicht einfach dem Druck des Stärkeren nachgeben. Wenn dies geschehen würde, dann drohe in der Tat ein Exodus von Rohstoffhändlern, Finanzdienstleistern und auch von andern internationalen Unternehmen, mit verheerenden Folgen für Genf. Im Extremfall könnten sich sogar Genfer Privatbanken gezwungen sehen, einen grösseren Teil ihrer Aktivitäten ins Ausland zu verlegen. Bordier warnt im Gespräch eindringlich vor einem Alleingang der Schweiz im Bereich der «Weissgeldstrategie». Die Ausweitung der Sorgfaltspflicht durch die Einführung einer Selbstdeklaration für Kunden würde den Finanzplatz weiter schwächen und das Vertrauen von ausländischen Behörden kaum stärken. Die Schweiz solle sich deshalb im Rahmen OECD oder der FATF für die Ausweitung der Sorgfaltspflicht einsetzen, aber nicht allein vorgehen. Eine Führungsrolle sei anzupeilen, nicht aber eine Pionierrolle. Es bestehe wegen der heftigen Angriffe der vergangenen Jahre in Bern zurzeit eine Tendenz zu Übereifer, was sich am Ende alles andere als positiv auswirken könnte.

Bordier und die Vereinigung der Genfer Privatbankiers setzen sich zudem dafür ein, dass die Schweiz auch im Fall einer Ablehnung des Abkommens zur Abgeltungssteuer durch Deutschland an dieser Strategie festhält. In Brüssel sei der Widerstand gegen diese Art von Abkommen kleiner geworden. Es sei deshalb wichtig, die Pläne für die Verabschiedung entsprechender Abkommen auch mit Italien, Belgien oder Schweden weiter voranzutreiben. Mit der Abgeltungssteuer werde ein Schlussstrich unter die Vergangenheit gezogen und ein gangbarer Weg für die Zukunft aufgezeigt.

Auch im Fall des von Paris angekündigten Erbschaftssteuerabkommens mit

der Schweiz fordert Bordier eine klare Haltung der Schweizer Regierung. Es gehe nicht an, dass ein Staat eine Vereinbarung einfach zu seinen Gunsten ändere, ohne der Gegenpartei etwas zu bieten. Es sei deshalb besser, wenn der zurzeit vorliegende Entwurf abgelehnt werde. Kein Abkommen sei in diesem Fall besser als ein schlechtes Abkommen. Mit einem solchen Vorgehen würde die Schweiz signalisieren, dass sich nicht alles mit ihr machen lasse.

Im Bezug auf den Streit mit der EU über die Besteuerung von Holding- und Hilfsgesellschaften sehen die Genfer Banquiers allerdings keine Ausweichmöglichkeit. Die EU könne der unabhängigen Schweiz zwar im Prinzip keine Vorschriften zur Besteuerung von Unternehmen machen, angesichts des ungleichen Kräfteverhältnisses müsse aber eine Lösung gefunden werden. Der Genfer Regierungsrat habe deshalb mit Erörterungen zur Einführung einer neuen, einheitlichen Unternehmenssteuer begonnen. Ein erster Entwurf sieht einen Steuersatz von 13% vor.

Ein unerlässlicher Schritt

Eine solche Umstellung werde zwar zu schmerzlichen Steuerausfällen von vermutlich mehreren hundert Millionen für den Kanton und die Gemeinden führen, aber die Senkung des Steuerfusses sei unerlässlich, um internationale Unternehmen in Genf zu halten. Für Schweizer Unternehmen werde die Steuer senkung zudem neue Investitionen erleichtern. Der Kanton Neuenburg habe eine entsprechende Anpassung bereits vorgenommen. Bordier ist überzeugt davon, dass die EU eine solche Lösung akzeptieren wird.

Kopfzerbrechen bereiten den Genfer Privatbanquiers schliesslich auch die Initiativen zur Abschaffung der Pauschalbesteuerung. Eine Abkehr von diesem Regime sei auch in Genf erfolgt. Die 690 Pauschalbesteuerten zahlen nach Schätzungen von Bordier etwa 90 Mio. Fr. an Kantonssteuern, und etwa weitere 20 Mio. Fr. fallen durch Erbschaftssteuern an. Er hoffe, dass die Genfer weise genug sein würden, um diesen kleinen

Personenkreis, der die Infrastruktur kaum belastet, nicht zu vertreiben. In Grossbritannien lebten mehr als 100 000 Pauschalbesteuerte, und niemand stelle deren Status infrage, meint Bordier.

Standortvorteil verteidigen

Der Banquier appelliert deshalb an die Schweizer und Genfer Politik, die Standortvorteile des Finanz- und Handelsplatzes Schweiz nicht aufs Spiel zu setzen. Auch wenn die Besteuerung für Holdinggesellschaften nach oben angepasst werden müsse, würden internationale Unternehmen weiterhin in der Schweiz bleiben und Kunden ihre Gelder bei Schweizer Banken deponieren. Ein internationales Unternehmen wer-

de sich den Umzug nach Irland zweimal überlegen, auch wenn die Unternehmenssteuer in Irland mit 12% um 1 Prozentpunkt tiefer liege. Die Schweiz sei ein sicherer Standort und verfüge über eine stabile Währung. Genf sei zudem zentral gelegen, verkehrstechnisch gut erschlossen, und die Stadt verfüge über einen Cluster an internationalen Unternehmen. Ähnliches gelte für die Bankinstitute. Die Schweizer Banken, vor allem die Privatbanken, genössen weiterhin einen guten Ruf und könnten Dienstleistungen anbieten, die es in andern Staaten nicht gebe. So sei die Schweiz nicht direkt an die Mifid-Bestimmungen gebunden, was vor allem für die Betreuung grosser Kunden sehr

wichtig sei. Dank einer flexibleren Anlagepolitik könnten diesen deshalb auch alternative Anlagestrategien mit einem höheren Risiko angeboten werden.

Für die Genfer Privatbanquiers steht aber auch fest, dass sich ihr Geschäft künftig nicht mehr nur auf die Schweiz beschränken wird, auch wenn die Stadt zentraler Standort bleiben soll. In den vergangenen Jahren haben die privaten Genfer Bankhäuser vermehrt Niederlassungen in aufstrebenden Schwellenländern eröffnet. Diese konnten 2011 bei den verwalteten Vermögen höhere Wachstumsraten verzeichnen als die Mutterhäuser in Genf.

Finanzplatz Genf spürt einen rauen Wind

Sinkende Margen drücken die Gewinne

Die neuen Regulierungen und Compliance-Vorschriften schmälern die Gewinne auf dem Genfer Finanzplatz. Das Vermögensverwaltungsgeschäft wächst allerdings weiter.

Jean-Pierre Kapp, Genf

Bernard Droux, Präsident der Vereinigung Genève Place Financière, hat am Mittwoch eine durchgezogene Bilanz zum Zustand des Finanzplatzes am Arc lémanique präsentiert. Er machte kein Hehl daraus, dass auch die Banken und anderen Finanzdienstleister am Arc lémanique die Folgen der Turbulenzen im Bankensektor und an den Finanzmärkten der vergangenen Jahre zu spüren bekommen.

Schrumpfende Margen

Die neuen Regulierungs- und Compliance-Vorschriften liessen die Margen schrumpfen und drückten die Gewinne. Die Mehrheit der grossen Finanzinstitute im Raum Genf erwarte deshalb für 2012 und 2013 einen Gewinn im Bereich des Vorjahres. Dies gehe aus der neusten Umfrage von Genève Place

Financière bei den in Genf ansässigen Finanzdienstleistern hervor. Den Anstieg bei den Compliance-Kosten schätzt Droux für die vergangenen zwei bis drei Jahre auf etwa 10%.

Erfreulicher Neugeldzufluss

Die Zeiten blieben schwierig, der Finanzsektor sei eben nicht mit der boomenden Uhrenbranche zu vergleichen. Neben gestiegenen Kosten für die Umsetzung der neuen Regulierungsvorschriften melden die Banken auch steigende Kosten bei der Kundenbetreuung. Angesichts des schwierigen Umfelds bestünden viele wohlhabende Kunden auf einem regelmässigen persönlichen Kontakt zu ihren Beratern. Dieser Faktor sei unter anderem auch dafür mitverantwortlich, dass die Personalkosten weiter leicht gestiegen seien. Erfreulich entwickelt hat sich dagegen das Volumen der verwalteten Vermögen. Nach Angaben von Droux konnten die verschiedenen Banken und Vermögensverwalter Neugeldzuflüsse von 1% bis 10% verzeichnen. Die neuen Gelder seien versteuert und stammten vorwiegend aus EU-Staaten wie zum Beispiel Spanien oder aus Staaten des Nahen Ostens und Schwellenländern.

In all diesen Staaten hätten vermögende Personen das Bedürfnis, ihre Vermögenswerte während der turbulenten Zeiten an einem sicheren Ort zu verwalten zu lassen. Davon profitieren unter anderem der Finanzplatz Genf.

Der Genfer Finanzplatz

	Unternehmen	Angestellte
Banken	133	20 129
Unabh. Vermögensverwalter	854	2 578
Finanzintermediäre	3 198	4 993
Versicherungen	620	2 186
Treuhänder, Buchhalter	1 215	3 930
Anwalts- und Notariatskanzleien	462	2 484
Total	6 482	36 300

QUELLE: REG

Das Inkrafttreten der Abkommen für eine Abgeltungssteuer könnte allerdings zu einem Rückgang des Volumens an verwalteten Vermögen führen, teilte Droux weiter mit. Es werde aber davon ausgegangen, dass die Verluste innerhalb weniger Jahre wieder ausgeglichen werden könnten.

Unabhängige Verwalter leiden

Die Zahl der Angestellten bei den 133 Banken im Raum Genf ging mit 20 129 Personen im Vergleich zum Vorjahr leicht zurück. Im Juni 2011 waren es 20 625. Die meisten Unternehmen er-

warten, dass die Zahl der Angestellten 2013 auf dem gleichen Niveau bleibt oder erneut leicht zurückgehen wird. Vieles wird aber davon abhängen, wie es der Schweiz gelingt, anstehende Probleme mit der EU und deren Mitgliedstaaten zu lösen. Negative Auswirkungen für den Finanzplatz durch den neusten bekanntgewordenen Fall von Geldwäscherei in Genf im Zusammenhang mit einem grossangelegten Cannabis-handel in Frankreich sieht Droux nicht

auf die Calvinstadt zukommen. Die Schweiz habe immer alles getan, um im Fall von Geldwäscherei und der Aufspürung von Drogengeldern zu kooperieren, und werde dies auch in diesem Falle tun. Schwarze Schafe werde es leider immer geben.

Dringenden Handlungsbedarf ortet Droux dagegen bei den unabhängigen Vermögensverwaltern. Diese spürten den durch die neuen Vorschriften verursachten Kostendruck sehr viel stärker

als die Banken und litten viel mehr unter den tieferen Margen. Die Umfrage von Genève Place Financière habe ergeben, dass unabhängige Vermögensverwalter ihre Zukunftsaussichten schlechter einschätzten als die Banken. Es werde in diesem Bereich in naher Zukunft deshalb vermutlich zu einer gewissen Bereinigung oder zu einem Zusammengehen von verschiedenen Akteuren kommen.

Piazza finanziaria svizzera ancora allettante



Forse la crisi potrà essere un'occasione per la Svizzera di dimostrare, ancora una volta, tutta la competenza e la sicurezza che solo le banche rossocrociate possono offrire. Lo dimostra il fatto, per esempio, che nel primo semestre gli istituti di Ginevra hanno aumentato il loro patrimonio in gestione.

Per il presidente della Fondazione Ginevra Piazza Finanziaria Bernard Droux, le cui dichiarazioni sarebbero state raccolte dalla stampa svizzero tedesca in occasione della presentazione di un sondaggio svolto su 300 istituti finanziari, si tratterebbe di un segnale incoraggiante in un momento così difficile.

Secondo Droux, il flusso di cassa arriverà per l'80 per cento dall'estero, in particolar modo dalla zona euro, Medio Oriente e America Latina. Molti cittadini spagnoli, timorosi di perdere i loro risparmi a causa di un possibile crollo del sistema bancario in Spagna, si starebbero organizzando per spostare, in regola con il fisco del loro Paese, i propri conti in Svizzera.

Con le sue 80 banche, la seconda città elvetica negli ultimi mesi ha visto aprire molti nuovi conti. Tuttavia, nel 2012 metà delle grandi banche avrebbero raggiunto profitti inferiori rispetto a quelli del 2011.

L'indagine ha mostrato, tuttavia, quanto i margini si trovino sotto pressione, ma non in proporzioni così drammatiche, ha detto Droux. Per il 2012, la metà delle grandi banche a Ginevra ha registrato un profitto inferiore a quello raggiunto nel 2011. Per quanto riguarda gli enti con meno di 200 dipendenti, solo un quinto potrebbe riportare un esito peggiore.

I banchieri ginevrini non si attendono un aumento della disoccupazione e i dipendenti di banca che avrebbero perso il lavoro rientrerebbero nel naturale ordine delle cose. Anche i salari, secondo Droux, sarebbero rimasti a un livello pressoché stabile.

BANCHE

«Gli attivi gestiti
a Ginevra
sono in aumento»

■ Nel primo semestre di quest'anno, gli attivi gestiti dalle banche ginevrine sono cresciuti. Lo indicano i risultati di un'indagine eseguita dalla fondazione Genève Place Financière tra 300 istituti che operano nel cantone.

«Si tratta di una tendenza positiva», ha commentato ieri davanti ai media il presidente della fondazione Bernard Droux, secondo cui questa iniezione di denaro fresco «rappresenta un'ottima notizia». Si tratta di fondi all'80% stranieri, ha specificato, «provenienti dalla zona euro, ma anche dal Medio Oriente e dall'America Latina». Circa la zona euro, le banche hanno rilevato un afflusso di fondi depositati da cittadini spagnoli, che cercano un luogo sicuro dove investire i loro patrimoni. Questi fondi, ha precisato Droux - che lavora per Lombard Odier Darier Hentsch & Cie - sono dichiarati al fisco iberico. Dall'indagine, ha aggiunto, risulta che gli utili delle banche sono sotto pressione, «ma la situazione non è drammatica». «I costi fissi sono in crescita a causa di obblighi fiscali, giuridici e di gestione dei rischi. Droux ha parlato di un aumento del 10% negli ultimi due anni. Tuttavia, ha aggiunto, «gli effettivi sono stabili e non si registra un aumento della disoccupazione nel settore».

Buona parte degli impiegati che sono stati licenziati oppure hanno dato le dimissioni ha trovato generalmente un altro lavoro, ha spiegato Bernard Droux. Anche a livello di salari vi è una certa stabilità, ha aggiunto, benché la parte variabile delle remunerazioni sia in netta flessione per la maggior parte dei dipendenti degli istituti consultati.

Una buona metà delle banche con oltre 200

dipendenti si attende un 2013 difficile, mentre poco più di un terzo parla di un anno stabile. Solo il 14% degli istituti consultati si attende un anno buono.

Un terzo degli istituti con un organico da 50 a 199 impiegati ha detto di attendersi un anno difficile, un terzo stabile e un ultimo terzo buono. I gestori patrimoniali indipendenti sono invece in prevalenza più pessimisti.

I margini di guadagno sono sotto pressione, anche a causa dei costi legati all'infittirsi delle regolamentazioni; a ciò si aggiunge l'incertezza in merito agli accordi Rubik, ai doveri di diligenza e alla fiscalità delle imprese. Ad ogni modo, nonostante questi punti interrogativi, «la piazza finanziaria ginevrina è dinamicamente», ha affermato Droux.

Rubik, difficoltà nel breve termine

Per quanto riguarda gli accordi Rubik - con la tassazione alla fonte quale elemento cardine - con la Germania, la Gran Bretagna e l'Austria, la maggior parte delle banche interrogate si attende effetti negativi a corto termine sulle loro attività, meno a medio termine.

Per il membro del consiglio di fondazione Edouard Cuendet, bisogna opporsi all'obbligo di autodichiarazione di conformità fiscale per i clienti. Inoltre, i forfait fiscali per clienti benestanti - di cui una buona fetta è cliente degli istituti finanziari locali - vanno mantenuti.

Per Cuendet, inoltre, la maggior parte dei banchieri privati sostiene il progetto del Consiglio di Stato ginevrino di imporre un tasso unico al 13% per le imprese operanti nel cantone.

Il caso

A Ginevra in crescita i patrimoni gestiti provenienti dall'estero

Ginevra – Nel primo semestre di quest'anno, gli attivi gestiti dalle banche ginevrine sono cresciuti. Lo indicano i risultati di un'indagine eseguita dalla fondazione Genève Place Financière tra 300 istituti che operano nel cantone.

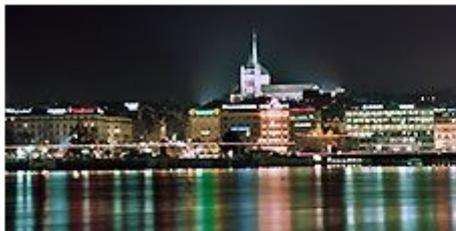
«Si tratta di una tendenza positiva», ha commentato davanti ai media il presidente della fondazione Bernard Droux, secondo cui questa iniezione di denaro fresco «rappresenta un'ottima notizia». Si tratta di fondi all'80% stranieri, ha specificato, «provenienti dalla zona euro, ma anche dal Medio Oriente e dall'America Latina».

Circa la zona euro, le banche hanno rilevato un afflusso di fondi depositati da cittadini spagnoli, che cercano un luogo sicuro dove investire i loro patrimoni. Questi fondi, ha precisato Droux – che la-

vora per Lombard Odier Darier Hentsch & Cie – sono dichiarati al fisco iberico. Dall'indagine, ha aggiunto, risulta che gli utili delle banche sono sotto pressione, «ma la situazione non è drammatica». «I costi fissi sono in crescita a causa di obblighi fiscali, giuridici e di gestione dei rischi». Droux ha parlato di un aumento del 10% negli ultimi due anni. Tuttavia, ha aggiunto, «gli effettivi sono stabili e non si registra un aumento della disoccupazione nel settore». Buona parte degli impiegati che sono stati licenziati oppure hanno dato le dimissioni ha trovato generalmente un altro lavoro, ha spiegato Bernard Droux. Anche a livello di salari vi è una certa stabilità, ha aggiunto, benché la parte variabile delle remunerazioni sia in netta flessione.

Zehn Prozent des privaten Weltvermögens liegen in Genf

Der weltgrößte Finanzplatz in Sachen Vermögensverwaltung hat auch in der Krise seine Anziehungskraft nicht verloren: Zehn Prozent des gesamten privaten Weltvermögens werden in der Rhonestadt verwaltet.



Laut einer Umfrage der Stiftung Genève Place Financière unter 300 Finanzfirmen kommt der Geldzufluss zu 80 Prozent aus dem Ausland – insbesondere der Eurozone, dem Mittleren Osten und Lateinamerika. "Dies zeigt uns, dass der Genfer Finanzplatz das gewisse Etwas noch hat. Das müssen wir weiterentwickeln", freut sich Stiftungs-

Präsident Bernard Droux im Gespräch mit der "Tagesschau" über den erneuten Zuwachs im ersten Halbjahr 2012. Beispielsweise floss transferierten vermögende Spanier aus Angst vor dem Zusammenbruch ihres heimischen Bankensystems ihr Geld nach Genf, so Droux – dieses sei bei den Steuerbehörden deklariert.

Zehn Prozent Kostenanstieg

Wie aus der Umfrage jedoch auch hervorgeht, sind die Gewinne – wenn auch nicht dramatisch – unter Druck. Die Hälfte der größeren Genfer Banken geht im laufenden Jahr von einem tieferen Gewinn aus als 2011. Von den Instituten mit weniger als 200 Mitarbeitern erwartet hingegen nur jedes fünfte ein schwächeres Ergebnis. Vor allem die steigenden Kosten wegen Steuer- und Rechtsangelegenheiten sowie Risikomanagement machen Geldhäusern zu schaffen – diese sind in den letzten beiden Jahren durchschnittlich um zehn Prozent gestiegen. "Wir erhoffen uns viel von den Steuer-Abkommen – insbesondere mit unseren deutschen Freunden. Dann können wir dieses Kapitel endlich abschließen», so Droux im "Tagesschau"-Interview.

Deutlicher Rückgang bei Boni

Nach Meinung des Stifungs-Präsidenten erwarten die Banker jedoch keine höhere Arbeitslosigkeit – entlassene Mitarbeiter hätten im Normalfall rasch eine andere Stelle gefunden. Während bei der Kundenbetreuung die Stellen stiegen, würden sie im operativen Geschäft und bei der Informatik abnehmen. Auf gleichbleibendem Niveau befinden sich laut Droux auch die Löhne – allerdings sei der Anteil der Boni an den Vergütungen bei der Mehrheit der Genfer Banken deutlich gesunken. (mb)

Geneva banking sector shrinks

By: James Norris | 18 Oct 2012 | Be the first to comment



Geneva's banking sector has contracted over the past year, after a number of mergers, acquisitions and job cuts.

Compared to last year, the number of banks in the city dropped 5%, from 140 to 133, while the number of employees fell by 502, down from 20,625 last year to 20,123 at the end of June.

The findings come in a survey published by Genève Place Financière, a financial lobby group, which polled private banks and wealth managers in the city.

Bernard Droux, president of Genève Place Financière and a managing partner at Lombard Odier, told Bloomberg: "It's partly the foreign banks and partly a result of mergers. There are also job losses at smaller independent asset managers with people exiting the market as costs increase."

Some banking groups have relocated to other cantons, while others have streamlined operations. Lloyd's Banking Group moved almost 300 staff, mainly in back office operations and asset management, from Geneva to Nyon in the canton of Vaud. UBP cut about 100 jobs as it integrated ABN Amro Bank's Geneva unit.

As many as 1,000 job losses are expected at Julius Baer, as it integrates Bank of America's Merrill Lynch wealth units outside the US, including a Geneva-based business, while moving some functions to Zurich.

The Genève Place Financière report found that most banks benefited from net inflows, mainly from foreign customers, helping to increase assets under management during the first half of the year.

Almost two-thirds (64%) of banks in Geneva expect the bilateral tax agreements signed with Germany, the UK and Austria to affect results over the next two years.

How to Launder Money – Swiss Style

This is a syndicated repost. Read the original at [Bruce Krasting](#).

By [Bruce Krasting](#)

October 18, 2012

An interesting crime story has come out in France and Switzerland. It may prove to be the nail in the coffin for bank secrecy in Switzerland.

The Swiss and French police arrested seventeen individuals a week ago (including an assistant Mayor in Paris). A woman (known only as "M") is the center of attention of a drug smuggling ring. Apparently she ran a very big operation smuggling marijuana from Morocco into France.

Authorities followed the money from the drug operation from France to Geneva, Switzerland, where the loot was laundered through HSBC and GPF SA (never heard of them). This was a family affair; M's brothers were working for the Geneva based banks.

The money laundering operation is an interesting part of the story. The sequence of events:

- A) The drug operation generated big amounts of small denomination Euro bills.
- B) The cash from drug sales all over France were brought back to Paris.
- C) M's brothers in Geneva knew wealthy individuals in France (and presumably Germany too) who had "Black Accounts" in Switzerland. (Nothing to do with the drug smuggling)
- D) Individuals who have Black Accounts in Switzerland have a noose around their neck. Switzerland (with a gun to its head) is negotiating tax treaties with all of its neighbors that would result in divulging the "names" of the account holders.
- E) European Black Account holders know the clock is ticking. They know the result will be that they will lose all, or a big part, of the money they have stashed in Swiss banks. (That's what happened to the US "names")
- F) Black Account holders want their money back, but they can't transfer the money to another bank, as bank wire transfers are completely transparent to authorities.
- G) The only solution for Black Accounts is to get access to cash. This is very hard to do, as there are guards on Swiss borders, and one can't really trust the Swiss bankers any longer.

H) Enter M and her brothers. They provided the following services:

- M (and her agents) covertly delivered cash money to wealthy individuals in France.
- In return, the Black Accounts were debited (or closed) in Switzerland.
- The money from the Black Accounts was transferred to a separate account controlled by M's brothers.

- M's brothers are Swiss citizens, and as a result have banking secrecy laws that protect them. When the money finally got into the brother's accounts, the laundering has been completed.

- M charged a fee of 8% for the laundering. The drug money was transferred to the black account holders. Everyone was happy with this solution.

According to news reports ([Link](#)) the amounts involved are in excess of \$100Mn. In the scheme of things this is not such a large amount, but it sure makes the Swiss banking industry look bad. The head of the Geneva Financial Center, Bernard Droux, had this to say:

"We were surprised that it should still be possible to do this today. This is a practice that has been forbidden by law for more than 20 years."

"Shocked" you say? Sorry Bernard, this type of scam has been going on for the past sixty years!

The Swiss don't condone this type of activity. The Swiss police contributed to the investigation that led to the arrests. That doesn't matter, the damage has been done. The fact is that the Swiss banks are still a conduit for laundering drug (and other illegal) money; the Swiss banks are continuing to facilitate capital flight and tax evasion from Switzerland's direct neighbors.

Any bargaining position that the Swiss had with the EU countries regarding tax treaties that would have maintained the essence of banking secrecy has been shot to hell over the revelations. Switzerland will have to fold its cards, end banking secrecy and give up the "names" of European black account holders.

There are an awful lot of people who are crapping in their pants over this development. The list of pant shitters includes any European with a black Swiss account, it most certainly includes a bunch of bankers in Geneva, Chiasso, Lugano, and Zurich.

SUISSE/FRANCE

La moitié des grandes banques prévoit une année 2013 « difficile »

Mercredi, la conférence de presse de "Genève place financière" a établi des perspectives plutôt moroses pour 2013. La moitié des grandes banques actives sur les bords du Léman (au moins 200 collaborateurs) prévoit en effet « un exercice difficile » l'an prochain, alors que quelques licenciements ont déjà eu lieu dans les banques privées, comme récemment chez Julius Baer.

La raison ? L'offensive continue des pays de l'Union européenne et des États-Unis contre le cœur de métier des banques genevoises : ce que les Suisses appellent la gestion de fortune et les Européens de l'évasion fiscale. L'enjeu est clair : en cette période de crise, il s'agit de récupérer une partie de l'argent des ressortissants qui échappent à l'impôt. Les affaires -UBS, CD de clients grecs...- font planer des doutes sur le maintien du secret bancaire.

13 % d'impôt pour les toutes les entreprises ?

Mais ce que la Suisse a perdu d'un côté, elle l'a en partie récupéré de l'autre en 2012, avec « l'afflux d'argent frais » selon le mot de Bernard Droux, président de la Fondation -et déclaré- des pays du sud de l'Europe. L'instabilité des banques espagnoles, notamment, a ainsi poussé des clients à transférer leurs avoirs vers les banques genevoises, qui gardent donc une réputation de "sûreté".

La deuxième grande activité de la place genevoise, c'est le trading. « 75 % des exportations de pétrole russe sont traités à Genève. La Cité de Calvin occupe le 1^{er} rang mondial dans les transactions de sucre, de céréales et d'huiles végétales. Par ailleurs, elle est leader en Europe dans les transactions de coton », a expliqué Edouard Cuendet, membre du conseil de la Fondation.

Mais là aussi, l'Union européenne a engagé un bras de fer contre la Suisse, accusée de dumping fiscal. Grâce à des taux d'imposition très bas -à la discrétion des cantons qui sont en concurrence entre eux-, la Confédération a réussi à attirer des milliers de sièges de multinationales qui ne payent que très peu d'impôts. Bruxelles ne veut plus de ces pratiques et l'État suisse a accepté d'entrer en matière, comme on dit là-bas. Or Genève, vit largement là-dessus, et pas seulement dans le trading.

Édouard Cuendet a rappelé les chiffres donnés par le canton. « Les entreprises au bénéfice de statuts fiscaux représentent 20 000 emplois directs, plus d'un milliard d'impôts pour le canton et les communes et près de 10 % de la valeur ajoutée totale du canton. En additionnant les effets indirects, ces sociétés génèrent environ 50 000 emplois et près d'un quart du PIB cantonal ».

Devant la menace de la disparition de l'imposition dérogatoire pour les multinationales, le grand argentier du canton, David Hiller a dégainé un projet d'imposition à 13 % pour toutes les entreprises. « La Fondation "Genève place financière" salue ce projet ambitieux du Conseil d'État », a commenté Édouard Cuendet.

Reste qu'il faudra alors trouver 457 millions de francs de recettes fiscales supplémentaires (380 M€) si le projet est adopté, alors que le canton est déjà déficitaire...

Comment les banquiers et les gestionnaires de fortune genevois ont traversé 2012 et voient 2013...

by Thierry lochem

2 days ago

0 Comments



Genève Place Financière vient de dévoiler les **résultats** de son enquête conjoncturelle 2012-2013 menée auprès des responsables de 40 banques et de 104 gérants indépendants du canton de Genève qui sont représentatifs de l'ensemble des acteurs concernés puisqu'ils représentent près de 12 500 emplois bancaires (sur les 20 129 que compte Genève), ainsi qu'environ 700 emplois de la communauté des gérants indépendants (sur 2 578).

Sur le premier semestre 2012, les effectifs sont, dans l'ensemble, restés stables. Plus de 28% des grandes banques ont diminué leurs effectifs de 3 % à 7 %. La moitié de leurs consœurs de taille moyenne (entre 50 et 199 postes à plein-temps) ont elle-même réduit leur personnel d'au moins 3 %. Et pourtant, il n'y a pas eu d'augmentation du chômage dans la profession. « *Si des employés ont été licenciés ou ont quitté leur emploi, ils ont trouvé généralement un autre travail* », rassure Bernard Droux, président de Genève Place Financière (Romandie.com).

Du côté des salaires, la stabilité prévaut également. La part variable est toutefois nettement en baisse chez les salariés d'une majorité d'établissements. Par ligne de métiers, les effectifs des services clientèle et corporate (direction, contrôle-risque, juridique, etc.) sont plutôt stables voire en légère hausse tandis que les effectifs diminuent du côté des opérations et de l'informatique. Et ce n'est vraisemblablement qu'un début, puisque selon le quotidien zurichois *Tages Anzeiger*, UBS pourrait supprimer 10.000 emplois dans le monde, principalement dans le service IT de la banque, où travaillent 8 200 personnes, dont 3 200 en Suisse.

2013 s'annonce difficile

Pas de quoi rassurer la place financière genevoise qui, malgré son retour dans le Top10 des places financières mondiales, a dû **faire face** à des réductions d'effectifs ponctuelles. Parmi les raisons évoquées par les grandes banques pour justifier ces suppressions d'emplois arrivent en tête les raisons économiques (21,4 %) suivies par le transfert d'activités à l'étranger (7,1 %).

Dans de telles conditions, guère étonnant que pour l'année 2013, la moitié des grandes banques actives à Genève (au moins 200 collaborateurs) prévoit un exercice difficile, un peu plus d'un tiers un exercice stable et seulement 14 % une bonne année. Dans les établissements de 50 à 199 emplois, un tiers affirme que l'année prochaine sera difficile, un tiers stable, un tiers bonne. Enfin, plus de 68 % des gestionnaires de fortune indépendants, les plus durement frappés par la conjoncture actuelle, sont plus pessimistes pour leurs affaires et s'attendent à un exercice ardu.

Légère détente sur le marché immobilier, estime UBS

Le marché immobilier sur l'arc lémanique évolue vers une légère détente, a affirmé mercredi le directeur régional d'UBS Genève Jean-François Beausoleil. La demande est moins forte et l'offre de logements augmente.

A l'occasion de la présentation de l'enquête annuelle de Genève Place Financière, le responsable d'UBS a affirmé que le risque d'une bulle sur le marché immobilier s'éloigne, même dans une région tendue comme celle de l'arc lémanique.

"L'on constate un léger tassement", a affirmé Jean-François Beausoleil. Du côté de l'offre, à Genève, le taux de vacance des logements (750 logements vacants, soit 0,33%) est toujours un problème, toutefois les constructions neuves sont en augmentation et il devrait y avoir davantage de logements à disposition en 2013-2014.

Vers une réduction de la demande

La demande pourrait, elle, se réduire. Le solde migratoire a été nettement moins élevé en 2011 qu'en 2010, a indiqué M. Beausoleil.

A ces éléments du marché, s'ajoutent des directives plus sévères pour l'octroi de prêts hypothécaires, comme sur l'utilisation du deuxième pilier et l'amortissement de la dette.

Jean-François Beausoleil a en outre estimé que la région pourrait souffrir à l'avenir d'une perte de son attractivité. "L'exemple de la fermeture du site de Merck Serono montre que rien n'est acquis", a déclaré le responsable d'UBS.

La prudence s'impose

Le franc reste fort vis-à-vis de l'euro, mais aussi du dollar, alors que les multinationales et les organisations internationales paient leurs employés surtout en dollars, a-t-il relevé.

Jean-François Beausoleil a souligné que la prudence s'impose plus que jamais. Le retour de l'inflation "est une certitude", même si "on ne sait pas quand et comment cela arrivera". L'UBS prévoit que les taux d'intérêt vont rester bas en 2013 et 2014, mais pourraient augmenter plus ou moins fortement à partir de 2015.

Dépêche reprise par :



Genève Place financière insiste sur l'intégrité du secteur

Edouard Cuendet, membre du bureau et du conseil de la fondation Genève Place Financière, a pour sa part insisté sur la garantie de l'intégrité de la place financière et la promotion de sa compétitivité.

L'introduction d'un impôt libératoire à la source, si les accords Rubik entrent en vigueur, "éloignent le spectre de l'échange automatique d'informations fiscales voulu par l'Union européenne", a-t-il dit mercredi à Genève, en qualifiant cet échange automatique d'inacceptable.

A cet égard, les établissements interrogés estiment en majorité que les accords Rubik auront des conséquences négatives à court terme sur leurs activités, moindres à long terme, selon l'enquête présentée par Genève Place Financière.

Il faut s'opposer à toute obligation d'auto-déclaration de conformité fiscale imposée aux clients, a également affirmé Edouard Cuendet. Il faut en outre conserver les forfaits fiscaux, dont les bénéficiaires sont des "clients non négligeables" de la gestion privée à Genève.

Edouard Cuendet a par ailleurs exprimé le soutien des banquiers privés au projet du Conseil d'Etat genevois d'imposition des entreprises à un taux unique de 13%.

Augmentation des actifs sous gestion des banques genevoises

Les actifs sous gestion des banques genevoises ont augmenté au premier semestre de l'année, selon l'enquête annuelle de Genève Place Financière. C'est un signe réjouissant dans un environnement difficile, a affirmé mercredi son président Bernard Droux.

"Cet apport d'argent frais est une très bonne nouvelle", a déclaré le responsable en présentant l'enquête conjoncturelle de la fondation auprès de 300 établissements financiers à Genève. Ces nouveaux fonds, à 80% étrangers, proviennent surtout des pays de la zone euro, du Moyen-Orient et de l'Amérique latine.

Bernard Droux a donné l'exemple de fonds de ressortissants espagnols ayant des craintes pour leur système bancaire et recherchant un pays plus sûr. Cet argent frais est déclaré au fisc, selon le dirigeant de la fondation, associé-gérant de Lombard Odier Darier Hentsch & Cie.

Bénéfices sous pression

L'enquête fait apparaître une évolution du bénéfice net "sous pression, mais non dramatique", a résumé Bernard Droux. Pour l'ensemble de 2012, plus de la moitié des établissements prévoient une baisse de leur bénéfice par rapport à 2011 pour les banques de 200 emplois et plus, mais seulement 20% des banques de 50 à 199 emplois.

La hausse des coûts fixes en est responsable, selon la fondation. Ils sont en augmentation, en moyenne de 10% ces deux dernières années, en raison des contraintes fiscales, juridiques, de gestion des risques.

Au terme du premier semestre de l'année, les résultats d'exploitation sont pour les deux tiers stables ou en légère baisse, pour les établissements de plus de 200 personnes.

Pour les banques de 50 à 199 emplois, ils sont stables pour un tiers, en hausse légère ou plus forte pour un autre tiers, avec cependant des établissements qui ont davantage souffert: un tiers de ces banques a signalé un résultat inférieur de 8% à 24% par rapport à 2011.

Personnel stable

Les effectifs du personnel sont, dans l'ensemble, stables et il n'y a pas d'augmentation du chômage dans la profession. Si des employés ont été licenciés ou ont quitté leur emploi, ils ont trouvé généralement un autre travail, selon Bernard Droux. Les services à la clientèle sont plutôt en hausse, alors que les effectifs diminuent du côté des opérations et de l'informatique.

Du côté des salaires, la stabilité prévaut également. La part variable est toutefois nettement en baisse chez les salariés d'une majorité d'établissements.

La place financière genevoise regroupe 36'300 employés, dont 20'129 occupés dans les banques, près de 5000 intermédiaires financiers, 3930 fiduciaires et comptables, 2578 gestionnaires indépendants, 2480 personnes dans les études d'avocats et de notaires et 2186 dans les assurances.

Incertitudes pour 2013

Pour 2013, une bonne moitié d'établissements de plus de 200 emplois estiment que l'année sera difficile, un peu plus d'un tiers stable et 14% seulement une bonne année. Pour les établissements de 50 à 199 emplois, un tiers affirme que l'année prochaine sera difficile, un tiers stable, un tiers bonne, alors que les gestionnaires de fortune

Dépêche reprise par :



Genève Place Financière/Président: bonne année, apports de clients étrangers

Genève (awp) - Contre toutes attentes, les acteurs de la place financière genevoise, 2ème en Suisse, ont jugé globalement l'année 2012 en voie de se terminer comme "bonne". Il est question d'une "grande stabilité", après plusieurs exercices difficiles, dont le dernier excellent date de 2007, a résumé mercredi devant les médias Bernard Droux, président de Genève Place Financière.

Cela rejoint, selon lui, la performance des caisses de pension qui devrait se monter autour de 5% à 6% en 2012.

La hausse de la masse sous gestion (AuM) gérée par la finance genevoise n'est pas seulement due à l'évolution positive des marchés-actions, ni plus tellement à des effets de taux de change, particulièrement CHF-USD, mais aussi "à de véritables apports nets d'argent frais de clients, estimés en hausse de 0% à 10% selon la taille des sociétés" interrogées dans l'enquête conjoncturelle de cette fondation, dont les résultats ont été présentés lors de la conférence de presse annuelle.

Elle se base sur les réponses de responsables de 40 banques et 104 gérants de fortune indépendants.

Deuxième élément positif, cet apport net d'argent frais vient "principalement de clients étrangers", a encore dit M. Droux.

Par contre, l'industrie financière genevoise est confrontée à une contraction des bénéfices nets. Cela est dû à l'augmentation des frais fixes en lien avec les nouvelles réglementations, à la gestion des risques, ainsi qu'à l'embauche de talents qui sont activement recherchés pour attirer des fonds sous gestion.

Malgré les nouvelles incessantes de licenciements, les instituts financiers genevois considèrent en majorité les effectifs de leur établissement inchangés. Près d'un quart ont augmenté leur personnel.

La moitié des banques et gestionnaires de fortune voient 2013 comme une année "difficile". Un peu plus d'un tiers attendent une stabilisation.

Dépêche reprise par :



ROMANDIE
NEWS

Genève Place Financière: "Rubik ne va pas ouvrir le marché de l'UE"

Genève (awp) - C'est la question institutionnelle entre la Suisse et l'Union Européenne qu'il va tout d'abord falloir régler pour que les insituts financiers suisses puissent avoir un accès sans contrainte au marché européen. Les accords de double imposition (Rubik) viennent en deuxième position pour y arriver, a précisé Edouard Cuendet, membre du conseil de Genève Place Financière qui organisait mercredi sa conférence de presse annuelle et présentait les résultats de son enquête conjoncturelle.

La "grande question de l'accès au marché n'est pas du tout réglée, et si elle ne l'était pas, cela va déboucher sur des délocalisations", a pour sa part dit Dernard Droux, président de cette fondation.

Les accords de double imposition sont depuis le début mis en avant comme un moyen d'avoir un accès sans restriction au marché européen. L'UE vient d'accuser un fin de non recevoir aux propositions suisses en vue de régler la question institutionnelle entre Berne et Bruxelles. Le dossier énergétique devait servir de projet école à ce niveau.

tt/rp

Dépêche reprise par :



ROMANDIE
NEWS

Genfer Finanzplatz mit "gutem" Jahr - Neugeld-Zufluss aus dem Ausland (AF)

Genf (awp/sda) - Die Genfer Banken haben im ersten Halbjahr ihre verwalteten Vermögen gesteigert. Für den Präsidenten der Stiftung Genève Place Financière, Bernard Droux, ist dies ein erfreuliches Zeichen in einer schwierigen Zeit.

Der Geldzufluss komme zu 80% aus dem Ausland, sagte Droux, am Dienstag während der Präsentation einer Umfrage bei 300 Finanzfirmen in der Rhonestadt. Die Genfer Banken bekommen vor allem Vermögenswerte aus der Eurozone, dem Mittleren Osten und Lateinamerika.

Es komme beispielsweise Geld von Spanien, die Angst vor dem Zusammenbruch ihres heimischen Bankensystems hatten. Laut Droux, der geschäftsführender Gesellschafter bei der Privatbank Lombard Odier Darier Hentsch & Cie ist, ist das Geld bei den Steuerbehörden deklariert.

Die Umfrage zeige aber auch, dass die Gewinne unter Druck seien, aber nicht in dramatischen Ausmasse, sagte Droux. Für 2012 geht die Hälfte der grösseren Genfer Banken von einem tieferen Gewinn aus als jenem, den sie 2011 erzielt hatten. Bei Instituten mit weniger als 200 Mitarbeitern erwartet nur ein Fünftel ein schlechteres Ergebnis.

Grund dafür sind vor allem die steigenden Kosten wegen Steuer- und Rechtsangelegenheiten sowie dem Risikomanagement in den Geldhäusern. Im Schnitt sind sie in den vergangenen zwei Jahren um 10% gestiegen.

Höhere Arbeitslosigkeit erwarten die Banker aber nicht. Mitarbeiter, die ihre Stelle verloren hätten, seien in der Regel schnell woanders untergekommen, sagte Droux. Bei der Kundenbetreuung stiegen die Stellen, während sie im operativen Geschäft und bei der Informatik abnähmen.

Die Löhne hielten sich ebenfalls auf ihrem angestammten Niveau. Der Anteil der Boni an den Vergütungen sei bei der Mehrheit der Genfer Banken allerdings deutlich gesunken.

ra

Dépêche reprise par :

cash



TradeDirect

Baloise
Group

Zürcher
Kantonalbank

HandelszeitungOnline
& THE WALL STREET JOURNAL

finanzen.ch

FINANZ
und
WIRTSCHAFT

Genfer Finanzplatz befürwortet Projekt einer einheitlichen Unternehmenssteuer

Genf (awp) - Die Stiftung Genfer Finanzplatz unterstützt das Projekt der Genfer Regierung zur Einführung eines einheitlichen Unternehmenssteuersatzes, der auch Spezialgesellschaften wie Holdings umfasst. Die Besteuerung der Spezialgesellschaften ist einer Streitpunkt zwischen der Schweiz und EU.

"Die Kosten dieser unverzichtbaren Reform würden sich auf ungefähr 457 Mio CHF belaufen", sagte Edouard Cuendet, Mitglied des Stiftungsrats Genfer Finanzplatz sowie Generalsekretär der Vereinigung der Genfer Privatbanken an der jährlichen Medienkonferenz am Mittwoch. Das Projekt sei aber ohne gewichtige Entschädigungen durch die Eidgenossenschaft nicht durchführbar, betonte er.

Am Vortag hatte der Zürcher Grosse Rat über eine generelle Senkung der Unternehmenssteuer auf 14% bis 16% debattiert, für den Fall dass die Sonderbehandlung für bestimmte Gesellschaften im Zuge der Verhandlungen mit der EU aufgehoben werden. Finanzdirektorin Ursula Gut hatte die Steuerausfälle durch die Steuerumstellung für den Kanton Zürich auf 350 Mio CHF pro Jahr geschätzt, die Gemeinden hätten weitere 500 Mio CHF zu tragen.

tt/tp

Dépêche reprise par :



Finanzplatz Genf: Banken vermehren die verwalteten Vermögen

Genf (awp/sda) - Die Genfer Banken haben im ersten Halbjahr ihre verwalteten Vermögen gesteigert. Für den Präsidenten der Stiftung Genève Place Financière, Bernard Droux, ist dies ein erfreuliches Zeichen in einer schwierigen Zeit.

Der Geldzufluss komme zu 80 Prozent aus dem Ausland, sagte Droux am Mittwoch während der Präsentation einer Umfrage bei 300 Finanzfirmen in der Rhonestadt. Die Genfer Banken bekommen vor allem Vermögenswerte aus der Eurozone, dem Mittleren Osten und Lateinamerika.

Es komme beispielsweise Geld von Spaniern, die Angst vor dem Zusammenbruch ihres heimischen Bankensystems hatten. Laut Droux, der geschäftsführender Gesellschafter bei der Privatbank Lombard Odier Darier Hentsch & Cie ist, ist das Geld bei den Steuerbehörden deklariert.

Die Umfrage zeige aber auch, dass die Gewinne unter Druck seien, aber nicht in dramatischen Ausmasse, sagte Droux. Für 2012 geht die Hälfte der grösseren Genfer Banken von einem tieferen Gewinn aus als jenem, den sie 2011 erzielt hatten. Bei Instituten mit weniger als 200 Mitarbeitern erwartet nur ein Fünftel ein schlechteres Ergebnis.

Grund dafür sind vor allem die steigenden Kosten wegen Steuer- und Rechtsangelegenheiten sowie dem Risikomanagement in den Geldhäusern. Im Schnitt sind sie in den vergangenen zwei Jahren um 10 Prozent gestiegen.

Höhere Arbeitslosigkeit erwarten die Banker aber nicht. Mitarbeiter, die ihre Stelle verloren hätten, seien in der Regel schnell woanders untergekommen, sagte Droux. Bei der Kundenbetreuung stiegen die Stellen, während sie im operativen Geschäft und bei der Informatik abnahmen.

Die Löhne hielten sich ebenfalls auf ihrem angestammten Niveau. Der Anteil der Boni an den Vergütungen sei bei der Mehrheit der Genfer Banken allerdings deutlich gesunken.

yr

Dépêche reprise par* :



* Plus divers journaux régionaux suisses-alsémaniques

Genève (awp) - Parallèlement aux accords de double imposition (Rubik), la question de l'écart de l'imposition du bénéfice des sociétés est revenu sur le devant de la scène ces derniers jours dans la lutte qui oppose Berne à Bruxelles. Le projet du Conseil d'Etat genevois d'introduire un taux d'imposition unique de 13% pour toute les formes de sociétés, incluant aussi les sociétés dites mixtes (auxiliaires, holding), est soutenue par Genève Place Financière, qui tient mercredi dans la Cité de Calvin sa conférence de presse annuelle.

"Les coûts de cette réforme indispensable seraient d'environ 457 mio CHF", selon la documentation du discours d'Edouard Cuendet, membre du Bureau et du conseil de cette fondation, par ailleurs Secrétaire général du Groupement des Banquiers Privés Genevois, qui compte le poids lourds suisse Pictet & Cie.

Comme la Conseillère d'Etat zurichois aux Finances Ursula Gut vient de le préconiser aussi, il est pour cela nécessaire que la Confédération y mette du siens, à travers la péréquation fiscale par exemple. M. Cuendet a dit "que (ce projet) ne serait pas soutenable sans d'importantes compensations de la part de la Confédération".

Dans les débats du Grand Conseil zurichois de hier, il était question, avec l'introduction d'un taux à Zurich de 14% à 16%, qui représenterait un manque à gagner annuel de 350 mio CHF pour le canton, de 500 mio CHF pour les communes, dont 350 mio CHF pour la Ville de Zurich.

tt

Dépêche reprise par :



Others should copy Swiss hunt for illegal assets: banks

Switzerland, banking, finance

Other countries should follow Switzerland's lead when it comes to tracing illegal assets hidden in their national banks, Geneva's 80-strong banking association said Wednesday.

"We are the country most capable of tracing money that slips through the net," Bernard Droux, the president of the Geneva Financial Center Foundation, told reporters in Geneva.

"When billions go up in smoke due to a big scandal, it is only in Switzerland that one finds some of it, and you never find anything anywhere else," he said, before adding: "Other countries aren't doing their job."

Droux made his comments a day after Swiss authorities said they had blocked nearly one billion Swiss francs (\$1.1 billion, 800 million euros) in assets linked to former autocratic Middle Eastern leaders since the Arab Spring.

Switzerland had in total blocked about 700 million Swiss francs from Egypt, 60 million from Tunisia, 100 million from Libya and another 100 million from Syria, according to the Swiss foreign ministry.

Switzerland has a long history of tracing and freezing illegal funds and restituting them to the people of the countries they were stolen from.

Droux pointed to the tracing of \$700 million in funds linked to Nigerian dictator Sani Abacha after his reign ended with his death in 1998.

It was "strange" Droux said that that amount only added up to about one-fifth of the missing assets, while no other country "said anything about it."

ends

Dépêche reprise par :



Swiss banks call for more foreign tax deals

Switzerland should try to reach more deals like those it has signed with Austria, Britain and Germany to stem tax evasion, Geneva's 80-member banking association said on Wednesday.

"Several other countries are interested" in such an arrangement, Bernard Droux, president of the Geneva Financial Center Foundation, told reporters.

Faced with mounting international criticism that its banking practices enable wide-scale tax evasion in other countries, Switzerland has agreed in several cases to ease its cherished bank secrecy, and is negotiating similar agreements with Greece and Italy.

Under the agreements, foreigners that deposit undeclared funds in Switzerland maintain their anonymity but are taxed by Bern, which in turn transfers the revenues to the account holder's country of origin.

"These accords should contribute definitively to resolving the financial problems that have disrupted relations between Switzerland and some of its closest partners," foundation official Edouard Cuende said.

The Swiss economy stood to gain from a clearer arrangement and a subsequent "diplomatic cooling-off", Cuendet added, pointing out that Swiss businesses earned about half their profits abroad.

Switzerland's tax deals take effect with Austria and Britain next year, but German lawmakers have yet to ratify the deal between Bern and Berlin, which would see German citizens with assets parked in Swiss banks pay a tax rate of 26.4 per cent on their holdings.

According to German media, between 130 and 180 billion euros (\$170-235 billion) in German assets are hidden in Switzerland.

Even if the German deal fell through, "Switzerland should continue talks with other European states who have already shown an interest," Cuende said.

Droux suggested that France, which has so far refused to discuss a deal on undeclared French funds in Switzerland, would be well-served to think again.

"As our Anglo-Saxon friends say, 'Money talks'," said Droux, who is also managing partner of private bank Lombard Odier Darier Hentsch.

Switzerland manages an estimated 35 percent of global assets, according to Geneva private bank Pictet, the equivalent of \$3.0 trillion (2.3 trillion euros).

Geneva-based banks manage 40 percent of the total, it said.

The sector employs 34,000 people in the canton which houses 140 banks -- around 60 of which are foreign-owned -- according to Geneva Financial Center Foundation.

ends

Dépêche reprise par :



Crisis-hit Spaniards deposit money in Switzerland: banks

Crisis-hit savers in Spain are transferring their their money to Switzerland for safety, the head of Geneva's 80-strong banking association said on Wednesday.

"The (Spanish) clients have deliberately chosen to place their money in Switzerland because they no longer have confidence in Spanish banks," Bernard Droux, president of Geneva Financial Center, told reporters.

Geneva banks had seen an influx overall of new deposits in recent months, he said, refusing to provide numbers but stressing that the money had been taxed and declared.

In addition to an increase in Spanish funds, Droux said Geneva banks had seen an inflow of cash from other eurozone countries so far this year, as well as from the Middle East and developing countries including those in South America.

An inflow of funds since the eurozone debt crisis took hold has pushed up the Swiss franc, seen as a haven asset, and driven the Swiss monetary authorities to massive measures to try to hold their currency down to prevent Swiss exports from becoming too expensive.

Switzerland is not a member of the European Union and so is not a member of the eurozone.

ends

Dépêche reprise par :

THE ECONOMIC TIMES

The Local
SWITZERLAND'S NEWS IN ENGLISH

Les banques suisses veulent jouer la carte de la transparence fiscale

Les banques suisses doivent avoir pour maître mot la "transparence fiscale" concernant leurs fonds sous gestion, a déclaré mercredi à Genève M. Jean-François Beausoleil, directeur régional de l'UBS Genève et membre de la Fondation Genève Place financière.

"La transparence fiscale, c'est le premier conseil que doit donner un banquier suisse à son client, l'avenir de la profession c'est l'argent fiscalisé", soit celui qui est déclaré au fisc, a-t-il ajouté.

Selon lui, "c'est une page qui se tourne" dans les relations entre clients et banquiers en Suisse, alors que Berne a engagé des négociations bilatérales avec plusieurs pays pour essayer de résoudre la question des fonds non-déclarés placés par des étrangers dans les banques suisses.

Interrogé quant aux "vieux clients", qui possèdent depuis longtemps des comptes en Suisse avec des fonds non déclarés, M. Beausoleil a répondu que le devoir du banquier est "de les informer". "Ils doivent être tenus au courant de l'évolution de la situation, qu'il y a de nouveaux critères; le train est en marche et il faut en parler maintenant", a-t-il encore estimé.

Selon M. Bernard Droux, président de la Fondation Genève Place Financière, et associé-gérant de la banque LODH (Lombard Odier Darier Hentsch), la récente affaire de blanchiment d'argent entre la France et la Suisse, impliquant des Français ayant des comptes non déclarés en Suisse, pourrait avoir des "répercussions pour la place financière genevoise et suisse, si les résultats de l'enquête montrent qu'il y a eu faute".

La France a refusé officiellement d'entamer des négociations bilatérales avec la Suisse qui cherche à conclure un accord "Rubik" avec Paris concernant les fonds français non-déclarés placés en Suisse.

Cet accord est basé sur un système mis au point par la Suisse, selon lequel l'argent est taxé en Suisse, et le produit de l'impôt reversé à l'état d'origine, mais en échange, l'anonymat du détenteur est préservé.

De tels accords ont déjà été signés avec la Grande-Bretagne, l'Allemagne, et l'Autriche, et des discussions sont en cours avec l'Italie.

La France cependant s'y refuse, préférant la solution de l'échange d'informations, soit la transmission des noms des titulaires des comptes.

Selon une estimation de la banque privée genevoise Pictet, environ 35% de la fortune mondiale est géré en Suisse, soit 3.000 milliards USD, et 40% de ces fonds sont gérés à Genève.

Il n'y a aucune statistique officielle sur les fonds étrangers déposés dans les banques suisses.

Selon des chiffres de la Fondation Genève Place financière, 140 banques, dont une soixantaine en mains étrangères, 800 gérants de fortune et 3.000 intermédiaires financiers sont installés à Genève. Ce secteur emploie quelque 34.000 personnes dans le canton.

Les attaques à l'étranger contre la place financière suisse s'expliquent par le fait que "la Suisse est jalouée". "Nous sommes le seul pays en Europe capable de remplir les déclarations fiscales des autres pays, allez demander le même service en Italie ou en Allemagne", a indiqué M. Droux.

Le banquier s'étonne également du fait que lorsque des "milliards disparaissent dans la nature, en raison d'un gros scandale, il n'y a qu'en Suisse qu'on en retrouve une partie, et on ne trouve jamais rien d'autre ailleurs".

"Nous sommes un petit peu petits, nous sommes jaloués et les autres pays ne font pas leur travail" de retrouver des fonds suspects, a encore indiqué le banquier genevois.

Mardi, le gouvernement suisse a indiqué que qu'environ un milliard de francs suisses (800 M euros) avait été bloqué dans les banques suisses, suite au Printemps arabe et dans l'attente des procédures de restitution aux Etats concernés.

ends

Dépêche reprise par :



Les banques genevoises ont reçu de l'argent venant d'Espagne

Les banques et gérants de fortune genevois ont reçu depuis le début de l'année de l'argent venant d'Espagne, transféré par des clients inquiets de l'état du système bancaire espagnol, a indiqué mercredi le président de la Fondation Genève Place financière, Bernard Droux, au cours d'une conférence de presse.

"C'est de l'argent fiscalisé, ces clients ont choisi délibérément de placer leur argent en Suisse car ils n'ont plus confiance dans les banques espagnoles", a indiqué M. Droux, en ajoutant que les banques anglo-saxonnes observent le même phénomène d'arrivée de capitaux espagnols.

Les banques genevoises ont globalement constaté un apport de nouveaux capitaux à gérer ces derniers mois, "ce qui est une bonne nouvelle, et montre que le place financière n'est pas moribonde".

Les nouveaux fonds viennent de la zone euro, du Moyen-Orient et des nouveaux marchés émergents, y compris l'Amérique Latine.

La Fondation Genève Place financière n'est refusée à chiffrer le montant des nouveaux capitaux sous gestion.

ends

Dépêche reprise par :

ROMANDE
NEWS

Geneva banks welcome Spanish, Mideast flows in tough times

 Recommender  Soyez le premier de vos amis à recommander ça.

Wed Oct 17, 2012 2:50pm EDT

* Foreign inflows boost assets managed in Swiss city

* Bankers say outlook remains difficult for 2013

* Seek institutional funds, high net worth individuals

By Stephanie Nebehay

GENEVA, Oct 17 (Reuters) - New clients fleeing Spain's debt crisis and havoc in the Middle East have buoyed assets managed by banks in Geneva even though the outlook for the Swiss safe haven remains difficult, bankers said on Wednesday.

"Thanks to an inflow of fresh money, the excellent news is that the amount of funds under management has grown," Bernard Droux, president of the Geneva Financial Centre, told an annual news conference.

"We know there have been inflows from the euro zone, [Spain](#) particularly, and the Middle East where there are fears and instability, as well as from new markets including South America," he said.

Spanish customers who have lost faith in their banking system have sought shelter from the storm, he said, adding that the funds they were transferring were declared to the taxman.

Spain's government dodged a bullet on Tuesday when Moody's Investors Service affirmed its investment grade rating, assuaging widespread fears that the [euro zone](#) country would be cut to a junk rating.

Droux, who is also managing partner of Lombard, Odier & Cie, was presenting the group's industry survey of first half results, which includes replies from 40 banks and 100 independent asset managers, but does not reveal any figures. It also asked bankers to forecast prospects for next year.

"We expect 2013 to be relatively difficult. Some members dare to hope, but for others it will be stable at best. For independent asset managers, one really sees a need to reorganise and proceed with mergers," Droux said. "Times remain tough."

Droux said that costs for legal and fiscal compliance have soared about 10 percent in the last two to three years, squeezing tight profit margins, while more independent asset managers may face job losses or consolidation.

The lakeside city is home to 133 banks employing 20,129 people. Swiss private banks famed for their discretion, including Pictet and Lombard, Odier & Cie, as well as branches of giants Credit Suisse and UBS, and Banque Cantonale de Geneve are among them.

Another 2,578 are employed by 854 independent asset management companies.

Geneva's financial institutions must concentrate on three priority areas, said Edouard Cuendet, board member of the Geneva Financial Centre who also serves as general secretary of the Geneva Private Bankers Association.

"There are three axes for development - institutional fund management, private management for high net worth individuals and trade financing," Cuendet told reporters. "These are areas where there is high added value and Geneva can perform."

Dépêche reprise par :



Pakistan's Premier Financial Daily

By Giles Broom - Oct 17, 2012

Geneva's banks employed 502 fewer people at the end of June compared with a year earlier as foreign wealth managers cut jobs and shifted employees to other locations, a survey by the city's financial lobby group shows.

The number of banks in the Swiss city dropped to 133 from 140 a year earlier following acquisitions, [Geneve Place Financiere](#) said today in a report, after surveying Lombard Odier & Cie., Union Bancaire Privee and other wealth managers. Those banks employed 20,123 people at the end of June compared with 20,625 a year ago.

"It's partly the foreign banks and partly a result of mergers," Bernard Droux, president of Geneve Place Financiere and a managing partner at Lombard Odier, said in an interview today. "There are also job losses at smaller independent asset managers with people exiting the market as costs increase."

Lloyd's Banking Group Plc's Swiss unit relocated almost 300 people, mainly in back office operations and asset management, from Geneva to Nyon in the neighboring Swiss canton of Vaud. UBP said in June that it cut about 100 jobs as it integrated ABN Amro Bank NV's Geneva unit.

[Julius Baer](#) Group Ltd.'s acquisition of Bank of America Corp.'s Merrill Lynch wealth units outside the U.S., including a Geneva-based business, will probably result in job losses in the city, according to Droux.

"When there are roles duplicated in operations and information technology you've logically got to make cuts."

Job Cuts

Julius Baer said last week that it may cut more than 1,000 jobs as the Zurich-based bank integrates the Merrill business, while Chief Executive Officer [Boris Collardi](#) said in August that some positions will be moved from Geneva to Zurich.

Julius Baer declined to comment today on which locations would be subject to job cuts.

Profit at Geneva banks with more than 200 employees will probably decline this year and be little changed in 2013, according to Geneve Place Financiere's report. Most firms benefited from net inflows, mainly from foreign customers, helping to increase assets under management during the first half of the year, the survey shows.

Implementing bilateral tax accords with [Germany](#), the U.K. and [Austria](#) will hurt "results" over the next two years, according to almost 64 percent of larger banks in Geneva. [Switzerland](#) has signed bilateral agreements to impose a levy on past undeclared assets held by nationals of those three countries in Swiss offshore bank accounts and withhold tax on future investment income and [capital gains](#) from 2013.

While [France](#) is also in talks with Switzerland to review the two countries' double-taxation agreement, withholding tax negotiations aren't taking place.

The accord with Germany has yet to be ratified by the German Parliament amid opposition from the country's [Social Democratic Party](#).

To contact the reporter on this story: Giles Broom in Geneva at gbroom@bloomberg.net

To contact the editor responsible for this story: Frank Connelly at fconnelly@bloomberg.net

Dépêche reprise par :

DIE WELT  zur Startseite machen

<http://bazonline.ch/wirtschaft/unternehmen-und-konjunktur/Immer-mehr-Spanier-schaffen-ihr-Geld-in-die-Schweiz/story/25507127>

Interview de Bernard Droux



Die Finanzlage in der Schweiz: Der Präsident des Genfer Bankenverbandes, Bernard Droux, im Interview. (Englisch)

Handelszeitung

<http://www.handelszeitung.ch/content/video-interview-129>

Interview de Bernard Droux

Video-Interview



«Wir sind positiv überrascht», erklärt der Präsident des Finanzplatzes Genf, Bernard Droux. Vor einem Jahr hatte er ein schwärzeres Bild zum Geschäftsgang der Genfer Banken gemalt. Offenbar ist der Finanzplatz am Genfer See weniger hart getroffen als jener am Zürichsee.

<http://www.lemanbleu.ch/vod/geneve-aujourd'hui-infos-17102012>

Interview de Bernard Droux, Edouard Cuendet et Steve Bernard



<http://www.rts.ch/video/info/couleurs-locales/4358687-couleurs-locales.html>

Couleurs locales – Interview de Bernard Droux (5'40)



<http://www.rts.ch/video/info/journal-12h45/4357736-geneve-place-financiere-entretien-avec-gaspard-kuhn.html>

Le journal de 12 :45



<http://www.tagesschau.sf.tv/Nachrichten/Archiv/2012/10/17/Wirtschaft/Genf-zieht-private-Vermoege-magisch-an>

Tagesschau 19 :30 – Interviews de Bernard Droux et Jean-François Beausoleil



<http://la1.rsi.ch/home/networks/la1/telegiornale.html?po=fa0bd35a-2152-49ac-bf31-dc0d9895e7a8&date=17.10.2012#tabEdition>

Telegiornale 20 :00 – Interviews de Bernard Droux et Jean-François Beausoleil (6'05'')



<http://www.rts.ch/la-1ere/programmes/forum/4337507-forum-17-10-2012.html?f=player/popup>

RTS La 1^{ère} – Forum – Interview de Bernard Droux (18')



<http://www.rts.ch/info/regions/geneve/4358212-la-place-financiere-genevoise-se-defend-dans-un-contexte-de-crise.html>

RTS La 1^{ère} – Le 12 :30 – Interview de Bernard Droux

VIDÉOS ET AUDIOS**VIDÉOS ET AUDIOS**

<http://reteuno.rsi.ch/home/networks/reteuno/radiogiornale.html?po=26f183dd-09a2-4549-af30-0a74240f0000&date=17.10.2012#tabEdition>

Radiogiornale 18 :30 – Interview de Bernard Droux (9'30'')

Radiogiornale - 17.10.2012

17.10.2012



Tutte le edizioni

Edizione delle 18:30

RSI

Audio



http://www.yesfm.ch/playerLive.php?urlImp3=http%3A%2F%2Fvod.infomaniak.com%2Fredirect%2Frougefm_vod%2Fwmedia-5197%2Fmp3-32%2Faud-0000163989.mp3&songTitle=R%C3%A9daction+Yes+FM+-+Le+journal+de+17H30+du+17.10.2012

Journal de 17 :30

Flash de 18 :30

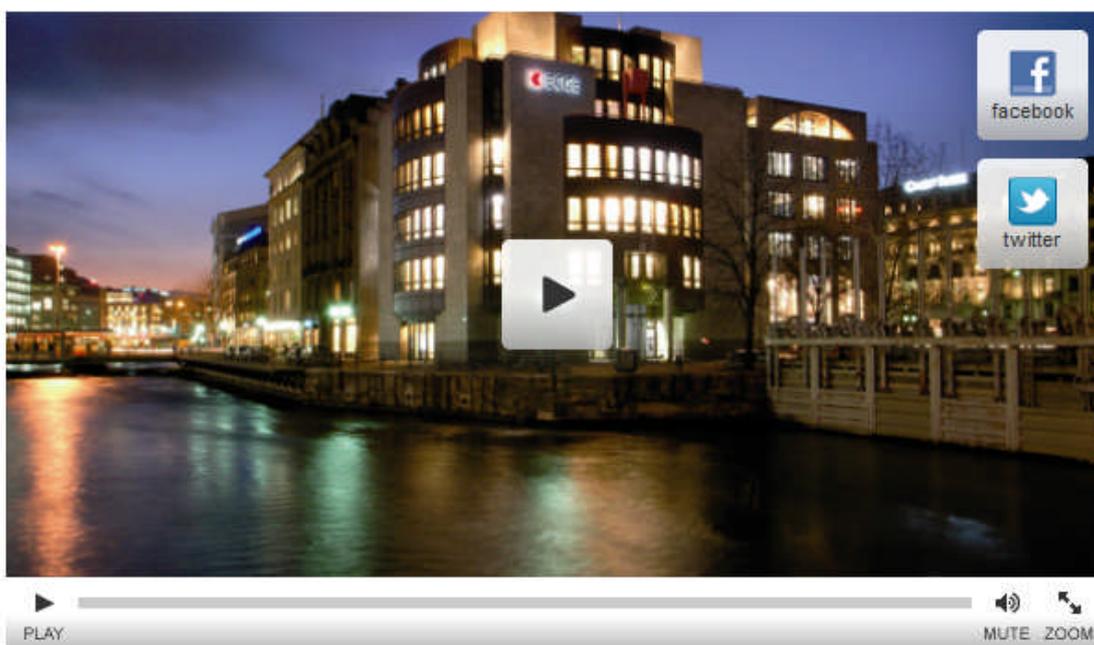
flash infos		Mercredi ▾
MERCREDI		
24.10.2012 - Rédaction Yes FM - Le flash de 9H00 du 24.10.2012		Ecoutez
24.10.2012 - Rédaction Yes FM - La revue de presse du 24.10.2012		Ecoutez
24.10.2012 - Rédaction Yes FM - Le flash de 8H30 du 24.10.2012		Ecoutez
24.10.2012 - Rédaction Yes FM - Le flash de 8H00 du 24.10.2012		Ecoutez
24.10.2012 - Rédaction Yes FM - Le journal de 7H30 du 24.10.2012		Ecoutez
24.10.2012 - Rédaction Yes FM - Le flash de 7H00 du 24.10.2012		Ecoutez
24.10.2012 - Rédaction Yes FM - Le journal de 6H30 du 24.10.2012		Ecoutez
24.10.2012 - Rédaction Yes FM - Le flash de 6H00 du 24.10.2012		Ecoutez
17.10.2012 - Rédaction Yes FM - Le flash de 18H30 du 17.10.2012		Ecoutez
17.10.2012 - Rédaction Yes FM - Le flash de 18H00 du 17.10.2012		Ecoutez
17.10.2012 - Rédaction Yes FM - Le journal de 17H30 du 17.10.2012		Ecoutez
17.10.2012 - Rédaction Yes FM - Le flash de 17H00 du 17.10.2012		Ecoutez
17.10.2012 - Rédaction Yes FM - Le journal de 12H00 du 17.10.2012		Ecoutez
17.10.2012 - Rédaction Yes FM - Le flash de 9H00 du 17.10.2012		Ecoutez
17.10.2012 - Rédaction Yes FM - La revue de presse du 17.10.2012		Ecoutez
17.10.2012 - Rédaction Yes FM - Le flash de 8H30 du 17.10.2012		Ecoutez
17.10.2012 - Rédaction Yes FM - Le flash de 8H00 du 17.10.2012		Ecoutez
17.10.2012 - Rédaction Yes FM - Le journal de 7H30 du 17.10.2012		Ecoutez
17.10.2012 - Rédaction Yes FM - Le flash de 7H00 du 17.10.2012		Ecoutez
17.10.2012 - Rédaction Yes FM - Le journal de 6H30 du 17.10.2012		Ecoutez

<http://www.onefm.ch/portail/#/Actualite/Article/bilan-mitige-pour-le-monde-de-la-finance-genevoise/3546>

Actualité – interview de Myret Zaki

ACTUALITÉ »

mercredi 17 octobre 2012 0 commentaire



Bilan mitigé pour le monde de la finance genevoise

Genève Place financière a présenté ce mercredi son enquête conjoncturelle 2012-2013

Source: Tristan Miquel



<http://myreplay.tv/v/d507rcv7>

Le JT – Un réseau de blanchiment d'argent démantelé à Genève - interview de Bernard Droux



<http://www.rts.ch/info/economie/4363808-des-banques-etrangeres-etablies-en-suisse-sous-la-loupe-de-la-finma.html>

Les infos - Interview d'Edouard Cuendet

Des banques étrangères établies en Suisse sous la loupe de la FINMA

19.10.2012 09:57

audio



L'Autorité de surveillance des marchés financiers enquête sur plusieurs banques établies en Suisse, a appris la RTS. Les investigations de la FINMA s'inscrivent dans le cadre de l'affaire franco-suisse de blanchiment d'argent révélée la semaine dernière.

L'affaire de blanchiment d'argent révélée la semaine passée avec l'arrestation à Paris et Genève de plusieurs suspects n'intéresse pas seulement les autorités de poursuite pénale. En Suisse, la FINMA, l'autorité de surveillance des marchés financiers, s'est elle aussi mise au travail.

Elle enquête pour savoir si les intermédiaires financiers concernés ont assuré comme il se doit leur devoir de diligence en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.

Aucune banque suisse concernée

Selon nos informations, aucun établissement suisse ne serait à ce stade concerné par les investigations de l'institution, mais plusieurs établissements étrangers basés à Genève.

HSBC, la banque dans laquelle était employé le principal suspect du volet suisse de l'affaire, aujourd'hui détenu à Champ-Dollon, n'est donc pas la seule à faire l'objet de contrôle.

Réputation de la place financière

Le devoir de la FINMA est clair: s'assurer que les banques respectent toutes les prescriptions de la loi contre le blanchiment d'argent, la LBA, principalement la fameuse obligation d'annonce en cas de transaction douteuse.

Ce volet de l'affaire, sur lequel s'emploie aussi le Ministère public genevois, va au-delà des cas individuels et pourrait engager plus largement la réputation et l'image de la place financière suisse.

Pascal Jeannerat/dk